

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition conjointe du Ministre-Président, de la Ministre de la Santé et de la Ministre des Hôpitaux universitaires,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, la Ministre de la Santé et la Ministre des Hôpitaux universitaires sont chargés de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'Accord de coopération du (date) conclu entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19.

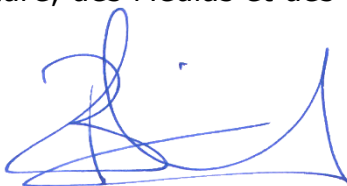
Bruxelles, le 5 février 2021

Le Ministre-Président,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,

Bénédicte LINARD



La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

Exposé des motifs

1. Considérations générales

Le Covid-19 continue à circuler sur le territoire européen et belge. Si une évolution favorable a permis de limiter les restrictions générales imposées à la population, certaines d'entre-elles demeurent et le Covid-19 constitue toujours un risque sanitaire majeur, présentant un caractère exceptionnel et inédit.

Il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie que les mesures nécessaires en matière des vaccinations puissent être prises. À cet effet, la Conférence interministérielle Santé publique a pris un certain nombre de décisions notamment en matière de vaccination et notamment en matière de publics cibles, afin de développer une stratégie vaccinale cohérente pour l'ensemble du pays et tenant compte de la fragilité des personnes devant être vaccinées en premier lieu, le vaccin n'étant par ailleurs pas immédiatement disponible pour l'ensemble de la population.

Dès lors, le présent projet d'accord de coopération vise l'organisation de la vaccination en régissant le fonctionnement d'un système de gestion de données commun qui sera mis en place pour l'invitation à la vaccination des personnes (« base de données des codes de vaccination ») et pour l'enregistrement de la vaccination.

Il est donc prévu que ce traitement de données ait lieu au sein de banques de données centralisées pour l'ensemble de la Belgique, et ce, afin de permettre l'organisation efficiente notamment en matière de schéma vaccinal et de suivi, ce qui implique la nécessité de légiférer par accord de coopération (à l'instar de ce qui a été prévu en matière de tracing).

En effet, afin d'éviter que les personnes ne soient invitées de manière non coordonnée ou que le suivi de leur vaccination ne soit pas optimal (car la vaccination serait par exemple enregistrée dans des banques de données distinctes selon les entités), il convient de prévoir un système commun de gestion des données.

Cette centralisation permet donc d'identifier le schéma posologique adéquat, notamment en ce qui concerne les différentes doses d'un vaccin à administrer (intervalle optimal proposé en cas de vaccins multi-doses) et vise à assurer le bon fonctionnement de la campagne vaccination massive contre la Covid-19 en permettant un déroulement de manière optimale en fonction de la disponibilité du matériel et du personnel (médical) nécessaires.

L'enregistrement des vaccinations dans un système d'information commun par les vacinateurs flamands, wallons, bruxellois et germanophones aura lieu dans la banque de données flamande Vaccinnet. Ce choix a été opéré en raison de la nécessité d'avoir une banque de donnée rapidement opérationnelle.

Il convient cependant de noter que l'accord de coopération permet la possibilité de migrer les données vers une autre banque de données commune mais aussi de rapatrier un extract des données « francophones » via le Comité de sécurité de l'information, étant entendu que dans un tel cas de figure, une base décrétable communautaire sera nécessaire.

Enfin, il convient de noter que le présent projet d'accord de coopération a été approuvé par la CIM Santé publique du 27 janvier.

2. Portée du dispositif

Le présent décret vient porter assentiment à l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la covid 19.

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du [date] entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

Commentaires des articles

Article unique

Cet article n'appelle aucun commentaire.

[05.02.2021] Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19

[05.02.2021] Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

ALGEMENE TOELICHTING

De vaccinatie van de Belgische bevolking is een belangrijk middel in de bestrijding van de COVID-19 pandemie. In uitvoering van de vastgelegde vaccinatiestrategie zullen categorieën van personen achtereenvolgens worden uitgenodigd om zich te laten vaccineren.

Dit samenwerkingsakkoord regelt het gemeenschappelijk informatiesysteem dat wordt opgezet voor de uitnodiging van personen voor vaccinatie, voor de organisatie van de vaccinatie en voor de registratie van de vaccinatie. Door de gefedereerde entiteiten en de federale overheid wordt de instelling van een gemeenschappelijk informatiesysteem hiertoe als een cruciale vereiste geformuleerd.

Voor de ondersteuning van de uitnodiging van personen voor vaccinatie en de organisatie van de vaccinatie is een gemeenschappelijk informatiesysteem vooreerst nodig om te vermijden dat personen ongecoördineerd worden uitgenodigd of dat reeds gevaccineerde personen opnieuw worden uitgenodigd. Daarnaast moet het systeem het mogelijk maken om het geschikt doseringsschema te bepalen, onder meer wat de verschillende doses van een toe te dienen vaccin betreft (juiste interval in geval van vaccin met meerdere dosissen) en ervoor zorgen dat de vaccinatie goed

EXPOSE GENERAL

La vaccination de la population belge constitue un outil important dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. En exécution de la stratégie de vaccination définie, des catégories de personnes seront invitées successivement à se faire vacciner.

Le présent accord de coopération régit le système d'information commun qui sera mis en place pour l'invitation à la vaccination des personnes, pour l'organisation de la vaccination et pour l'enregistrement de la vaccination. Les entités fédérées et l'autorité fédérale considèrent la mise en place d'un système d'information commun comme une condition fondamentale.

En vue de soutenir l'invitation des personnes à se faire vacciner et l'organisation de la vaccination, un système d'information commun paraît dans un premier temps nécessaire afin d'éviter que les personnes ne soient invitées de manière non coordonnée ou que des personnes déjà vaccinées soient à nouveau invitées. Par ailleurs, le système doit permettre d'identifier le schéma posologique adéquat, notamment en ce qui concerne les différentes doses d'un vaccin à administrer (intervalle optimal proposé en cas de vaccins multi-doses) et doit veiller à ce que l'organisation de la

georganiseerd verloopt in functie van de beschikbaarheid van het daartoe benodigde materiaal en (medisch) personeel.

vaccination se déroule de manière optimale en fonction de la disponibilité du matériel et du personnel (médical) nécessaires.

De registratie van vaccinaties in een gemeenschappelijk informatiesysteem (Vaccinnet) door zowel Vlaamse, Brusselse, Waalse als Duitstalige vaccinatoren, is o.a. noodzakelijk om een optimaal crisisbeheer te voeren, de geneesmiddelenbewaking, zoals bedoeld in artikel 4, 2° van dit akkoord, mogelijk te maken, de vaccinatiegraad van de bevolking en de impact op de ziekteverzekering op te volgen.

L'enregistrement des vaccinations dans un système d'information commun (Vaccinnet) par les vaccinateurs flamands, wallons, bruxellois et germanophones est notamment nécessaire pour mener une gestion de crise optimale, permettre la pharmacovigilance, comme visée à l'article 4, 2°, du présent accord, suivre le taux de vaccination de la population et estimer l'impact sur l'assurance maladie.

Dergelijke registratieverplichting vergt, gelet op het feit dat het om een noodzakelijkheid gaat en gelet op het feit dat het de verwerking van persoonsgegevens betreft een solide juridische basis.

Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une nécessité et qu'elle concerne le traitement de données à caractère personnel, une telle obligation d'enregistrement requiert une base juridique solide.

De databank wordt in heel nauwe samenwerking tussen de gefedereerde entiteiten en de Federale Staat uitgewerkt en beheerd.

La base de données est créée et gérée en collaboration très étroite entre les entités fédérées et l'Etat fédéral.

De nagestreefde doeleinden situeren zich op verschillende bevoegdheidsniveaus. Sommige daarvan zijn evenwel al juridisch geregeld voor tal van andere vaccins, onder meer zoals bedoeld in het decreet van de Vlaamse Raad van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet.

Les objectifs poursuivis se situent à différents niveaux de compétence. Toutefois, certains d'entre eux sont déjà légalement réglementés pour de nombreux autres vaccins, notamment ceux visés dans le décret du Conseil flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret.

De verplichting tot registratie van (bepaalde) vaccins wordt reeds voorzien in Vlaamse regelgeving. Die verplichting is vandaag echter niet voorzien in regelgeving van de andere bevoegde gemeenschappen/gewesten.

L'obligation d'enregistrer (certains) vaccins est déjà prévue dans la législation flamande. Cependant, cette obligation n'est actuellement pas prévue dans la législation des autres communautés/régions compétentes.

Het afsluiten van een samenwerkingsakkoord tussen alle

La conclusion d'un accord de coopération entre toutes les entités fédérées et l'Etat fédéral est nécessaire.

gefedereerde entiteiten en de Federale Staat is noodzakelijk.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 1. Artikel 1 bevat een aantal definities.

Artikel 2. Artikel 2 bepaalt dat aan elke persoon die verblijft op het Belgisch grondgebied een willekeurige vaccinatiescode wordt toegekend. Deze code wordt aan betrokkene meegedeeld wanneer deze een afspraak dient te maken voor de vaccinatie of een afspraakmoment wordt voorgesteld.

Daarnaast wordt de bron voor de selectie voor een uitnodiging tot vaccinatie verduidelijkt.

Ten slotte legt dit artikel de verplichting op om iedere vaccinatie tegen COVID-19 te registreren in Vaccinnet door de persoon die het vaccin heeft toegediend of door zijn gevolmachtigde. De gevolmachtigde (ook medisch administratief personeel) is gehouden tot een discretieplicht.

Artikel 3. Artikel 3 omschrijft de categorieën van persoonsgegevens, die verwerkt worden in een gegevensbank met vaccinatiescodes, gehost in de federale G-Cloud en gezamenlijk beheerd door de gefedereerde entiteiten die verantwoordelijk zijn voor de organisatie van de vaccinatie en Sciensano.

Deze categorieën betreffen m.b.t. elke toegekende vaccinatiescode de identiteitsgegevens van de persoon waaraan de vaccinatiescode wordt toegekend, de toegekende willekeurige vaccinatiescode, gegevens betreffende de status van de willekeurige vaccinatiescode en desgevallend een verwijzing naar het type vaccin, de datum en de plaats van toediening en het schema voor vaccinatie.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er} L'article 1^{er} contient un certain nombre de définitions.

Article 2. L'article 2 dispose qu'un code de vaccination aléatoire est attribué à toute personne séjournant sur le territoire belge. Ce code est communiqué à la personne concernée lorsqu'elle doit fixer un rendez-vous pour la vaccination ou lorsqu'une date et heure de vaccination lui sont proposées.

En outre, la source de sélection pour une invitation à se faire vacciner est précisée.

Finalement, cet article impose l'obligation d'enregistrer chaque vaccination contre la COVID-19 dans Vaccinnet par la personne qui a administré le vaccin ou par son délégué. Le mandataire (en ce compris le personnel administratif médical) est tenu par une obligation de discrétion.

Article 3. L'article 3 définit les catégories de données à caractère personnel qui sont traitées dans une base de données des codes de vaccination, hébergée dans le G-Cloud fédéral et gérée conjointement par les entités fédérées responsables de la vaccination et Sciensano.

Ces catégories concernent, pour tout code de vaccination attribué, les données d'identité de la personne à laquelle le code de vaccination est attribué, le code de vaccination aléatoire attribué, les données relatives au statut du code de vaccination aléatoire et, le cas échéant, un renvoi au type de vaccination, à la date et au lieu d'administration de la vaccination et au schéma de vaccination.

Ten slotte betreft het contactgegevens, die, indien daar beschikbaar, worden betrokken bij de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen en de authenticatiedienst CSAM.

Il s'agit enfin de données de contact qui, lorsqu'elles y sont disponibles, sont extraites auprès des prestataires de soins, des organismes assureurs et du service d'authentification CSAM.

De gegevensbank met vaccinatiecodes bevat geen medische gegevens, met uitzondering van de aanduiding van de vaccinatiestatus. Om te voorkomen dat alleen al door de opname in de gegevensbank indirect informatie over de gezondheidstoestand van een persoon wordt onthuld, krijgt elke persoon een vaccinatiecode toegewezen. De vaccinatiecode wordt alleen geactiveerd voor een persoon die wordt uitgenodigd voor vaccinatie als de bron die de persoon heeft geselecteerd het vaccin niet zelf toedient. Een actieve vaccinatiecode laat de betrokkene of het vaccinatiecentrum toe om één of twee vaccinatietijdslots te reserveren bij een vaccinatiecentrum. Als de bron van de selectie het vaccin niet zelf toedient, leidt de selectie tot de activering van een vaccinatiecode voor de betrokkene in de gegevensbank met vaccinatiecodes. Een vaccinatiecode wordt niet geactiveerd als de persoon al gevaccineerd is.

La base de données des codes de vaccination ne contient pas de données médicales, à l'exception de l'indication de l'état de vaccination. Afin d'éviter que le simple fait d'être inclus dans la base de données ne révèle indirectement des informations sur l'état de santé d'une personne, un code de vaccination est attribué à chaque personne. Le code de vaccination n'est activé pour une personne appelée à se faire vacciner que si la source qui a sélectionné la personne n'administre pas elle-même le vaccin. Un code de vaccination actif permet à la personne concernée ou au centre de vaccination de réserver un ou deux créneaux de vaccination dans le centre de vaccination. Si la source de sélection n'administre pas elle-même le vaccin, la sélection fait activer un code de vaccination pour la personne concernée dans la base de données des codes de vaccination. Le code de vaccination n'est pas activé lorsque la personne a déjà été vaccinée.

Een persoon die geselecteerd werd voor een vaccinatie-uitnodiging kan gedeselecteerd worden als er contra-indicaties bestaan voor de vaccinatie. In dat geval wordt de vaccinatiecode gedesactiveerd in de database met vaccinatiecodes.

Une personne sélectionnée pour une convocation à se faire vacciner peut être désélectionnée si elle présente des contre-indications. Dans ce cas, le code de vaccination est désactivé dans la base de données des codes de vaccination.

Daarnaast omschrijft dit artikel de categorieën van persoonsgegevens die verwerkt worden in Vaccinnet, met name gegevens over de gevaccineerde persoon, gegevens over de persoon die het vaccin toedient, gegevens over het vaccin, gegevens over de omstandigheden van het toedienen van het vaccin, gegevens over het schema voor vaccinatie tegen COVID-19 van de persoon aan wie het vaccin

Par ailleurs, cet article définit les catégories de données à caractère personnel qui doivent être traitées dans Vaccinnet, notamment les données relatives à la personne vaccinée, les données relatives à la personne qui administre le vaccin, les données relatives aux circonstances d'administration du vaccin, les données relatives au schéma de vaccinations contre la COVID-19 de la

wordt toegediend (m.a.w. de planning van de toegediende en toe te dienen vaccins) en gegevens over eventuele ongewenste bijwerkingen van het vaccin.

De gegevens over eventuele ongewenste bijwerkingen bevinden zich enkel voor het ogenblik van de vaccinatie facultatief in Vaccinnet en niet met het oog op geneesmiddelenbewaking. Dit laat onverlet de verplichting om de gegevens over de ernstige ongewenste bijwerkingen van de vaccinatie vastgesteld tijdens of na de vaccinatie van de betrokken persoon, waarvan de persoon die het vaccin heeft toegediend of diens gevolmachtigde kennis heeft of moet hebben, te registreren. Deze ongewenste bijwerkingen worden rechtstreeks in Vigilance Online Notification System geregistreerd.

Het gebruik van het unieke identificatienummer is absoluut noodzakelijk in dit kader, aangezien de vaccinatiestatus te allen tijde moet kunnen worden gelinkt aan een persoon die op eenduidige wijze wordt bepaald en cruciale informatie bevat voor een kwalitatieve zorgverstrekking.

Tevens wordt het gebruik van een uniek identificatienummer per zorggebruiker doorheen de Belgische gezondheidsinformatie-systemen opgelegd in artikel 8 van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform. Dit samenwerkingsakkoord en de wet van 21 augustus 2008 bevatten maatregelen om de risico's bij het gebruik van een uniek identificatienummer te vermijden.

Daarnaast is, ongeacht het uniek nummer, een koppeling van gegevens enkel toegelaten na preventieve controle aan de hand van een beraadslaging van het informatieveiligheidscomité.

personne à laquelle est administré le vaccin (autrement dit, le planning des vaccins administrés et des vaccins à administrer) et les données relatives aux éventuels effets indésirables du vaccin.

Les données relatives aux effets indésirables éventuels sont disponibles à titre facultatif dans Vaccinnet, et ce uniquement pour le moment de la vaccination et non en vue de la pharmacovigilance. Ceci est sans préjudice de l'obligation d'enregistrer les données relatives aux effets indésirables de la vaccination observés pendant ou après la vaccination sur la personne concernée, dont la personne qui a administré le vaccin ou son délégué a ou devrait avoir connaissance. Les effets indésirables sont enregistrés directement dans le Vigilance Online Notification System.

L'utilisation du numéro d'identification unique est absolument nécessaire dans ce cadre, étant donné que l'état de vaccination doit à tout moment pouvoir être lié à une personne déterminée de manière univoque et qu'il contient des informations cruciales pour une prestation de soins de qualité.

En outre, l'utilisation d'un numéro d'identification unique par utilisateur de soins dans l'ensemble des systèmes belges relatifs aux données de santé est imposée par l'article 8 de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth. Le présent accord de coopération et la loi du 21 août 2008 prévoient des mesures permettant d'éviter les risques en cas d'utilisation d'un numéro d'identification unique.

En outre, quel que soit le numéro unique, un couplage des données est uniquement autorisé après un contrôle préventif sur la base d'une délibération du Comité de sécurité de l'information.

Met de plaats waar het vaccin wordt toegediend wordt niet het precieze adres bedoeld, maar wel de aanduiding of bijvoorbeeld de vaccinatie is geschied bij een huisarts, in een bepaald bedrijf, in een bepaalde collectiviteit of in een bepaalde vaccinatiepost. Dit is bijvoorbeeld nuttig om de vaccinatiegraad binnen bedrijven of collectiviteiten te kunnen vaststellen, of om bij een niet-werkzaam vaccin te kunnen teruggaan naar relevante omstandigheden van de vaccinatie.

Par le lieu d'administration du vaccin, on n'entend pas l'adresse précise, mais l'indication selon laquelle la vaccination a par exemple eu lieu chez un médecin généraliste, dans une entreprise déterminée, dans une collectivité déterminée ou dans un poste de vaccination déterminé. Ceci est, par exemple, utile pour pouvoir déterminer le taux de vaccination au sein des entreprises ou des collectivités, ou pour revenir sur les circonstances pertinentes de la vaccination en cas de vaccin inefficace.

Artikel 4. Artikel 4 omschrijft per gegevensbank de verwerkingsdoeleinden; het betreft in het algemeen volgende doeleinden:

- een kwalitatieve zorgverstrekking aan de betrokkene;
- de geneesmiddelenbewaking;
- de traceerbaarheid van de vaccins;
- het beheren van schema's voor vaccinatie tegen COVID-19 en het inplannen van vaccinatiemomenten, onder meer door de vaccinatiecentra;
- de logistieke organisatie van de vaccinatie tegen COVID-19;
- het bepalen van de (anonieme) vaccinatiegraad tegen COVID-19 van de bevolking;
- het organiseren van de contactopsporing;
- het uitvoeren van de monitoring en surveillance na vergunning van de vaccins;
- de berekening van de verdeling van de kosten voor de vaccinatie tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten;
- het ondersteunen van wetenschappelijk onderzoek, onder meer inzake de doeltreffendheid en de veiligheid van de vaccins;
- het informeren en sensibiliseren van zorggebruikers met betrekking

Article 4. L'article 4 décrit les finalités de traitement par base de données ; il s'agit dans l'ensemble des finalités suivantes:

- des soins de qualité pour la personne concernée ;
- la pharmacovigilance;
- la traçabilité des vaccins;
- la gestion de schémas de vaccination contre la COVID-19 et la planification des plages de vaccination, notamment par les centres de vaccination;
- l'organisation logistique de la vaccination contre la COVID-19;
- la détermination du taux de vaccination (anonyme) contre la COVID-19 de la population;
- l'organisation du traçage des contacts ;
- l'exécution du suivi et de la surveillance post-autorisation des vaccins ;
- le calcul de la répartition des coûts de vaccination entre l'Etat fédéral et les entités fédérées ;
- le soutien de la recherche scientifique, notamment en matière d'efficacité et de sécurité des vaccins ;
- l'information et la sensibilisation des utilisateurs de soins concernant

tot de COVID-19 vaccinatie door zorgverleners;

- het uitnodigen van personen voor vaccinatie tegen COVID-19 door de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen, de vaccinatiecentra, de federale overheid, de bevoegde gefedereerde entiteiten en de lokale besturen.

la vaccination contre la COVID-19 par les prestataires de soins ;

- l'invitation des personnes à se faire vacciner contre la COVID-19 par les prestataires de soins, les organismes assureurs, les centres de vaccination, l'autorité fédérale, les entités fédérées compétentes et les administrations locales.

Het belang van de link met contact tracing dient te worden beklemtoond. Hierbij kan onder meer gedacht worden aan volgende scenario's:

- het advies dat door het contactcenter dient te worden gegeven kan verschillen naargelang iemand al dan niet gevaccineerd is;
- de bron is gevaccineerd maar heeft een aantal contacten besmet; dit betreft een geval van vaccin failure of een variant strain waar het vaccin niet tegen beschermt en dus heel belangrijke informatie voor de volksgezondheid;
- de bron is niet gevaccineerd, waardoor anderen besmet geraakt zijn;
- contacten kunnen gevaccineerd zijn, waardoor de epidemie uitdooft;
- contacten zijn niet gevaccineerd, waarbij de epidemie verder actief in kaart moet worden gebracht.

Il y a lieu de souligner l'importance du rapport avec le traçage des contacts. Les scénarios suivants sont notamment envisageables :

- l'avis qui doit être formulé par le centre de contact peut varier en fonction du fait qu'une personne a ou non été vaccinée ;
- la source est vaccinée mais a infecté plusieurs contacts ; il s'agit d'un cas d'échec du vaccin ou d'un variant de la souche contre lequel le vaccin n'offre pas de protection et donc d'informations très importantes pour la santé publique ;
- la source n'est pas vaccinée, ce qui a causé l'infection d'autres personnes ;
- les contacts sont susceptibles d'être vaccinés, ce qui permet à l'épidémie de s'éteindre;
- les contacts ne sont pas vaccinés, il y a donc lieu de continuer à cartographier activement l'épidémie.

De gegevens die in het kader van dit samenwerkingsakkoord worden ingezameld, mogen niet voor andere doeleinden dan die voorzien in dit akkoord worden gebruikt.

Les données collectées dans le cadre du présent accord de coopération ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues dans le présent accord.

Ten slotte moet het gebruik van de gegevens uit de gegevensbanken vanzelfsprekend in overeenstemming zijn met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, de artikelen

Finally, l'utilisation des données des bases de données doit évidemment être conforme à l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, aux articles 10 et 11 de la Constitution et à la

10 en 11 van de Grondwet en de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Elke zorggebruiker heeft steeds het recht een vaccinatieattest te verkrijgen. Dit kan evenwel nooit leiden tot een discriminatie ten aanzien van de zorggebruikers.

Artikel 5. Artikel 5 bepaalt dat een voorafgaande beraadslaging van de kamer “sociale zekerheid en gezondheid” van het Informatieveiligheidscomité vereist is voor de mededeling van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3 aan instanties met een opdracht van algemeen belang nodig voor de doeleinden waarmee deze instanties door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie zijn belast en van deze gegevens na anonimisering, of minstens pseudonimisering aan de onderzoeksinstellingen voor wetenschappelijke of statistische studies.

Het Informatieveiligheidscomité kan enkel beraadslagingen verlenen voor concrete gegevensuitwisselingen binnen het kader van huidig samenwerkingsakkoord en dus in geen geval zelf andere verwerkingsdoeleinden noch categorieën van persoonsgegevens vaststellen.

Het Informatieveiligheidscomité publiceert op het eGezondheidsportaal een precieze functionele beschrijving van de informatiesystemen die worden opgezet voor de uitvoering van dit akkoord en de informatiestromen tussen deze informatiesystemen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beraadslaging van het Informatieveiligheidscomité.

Het gebruik van een gemeenschappelijke gegevensbank sluit niet uit dat verschillende, eventueel gefedereerde entiteit-specifieke eindgebruikersinterfaces worden gebruikt

loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

Tout utilisateur de soins a le droit d’obtenir une attestation de vaccination. Cette attestation ne peut cependant jamais donner lieu à une discrimination à l’égard des utilisateurs de soins.

Article 5. L’article 5 dispose qu’une délibération préalable de la chambre « sécurité sociale et santé » du Comité de sécurité de l’information est requise pour la communication des données à caractère personnel visées à l’article 3 à des instances chargées d’une mission d’intérêt public pour les finalités dont ces instances sont chargées par ou en vertu d’une loi, d’un décret ou d’une ordonnance et pour la communication de ces données, après anonymisation, ou à tout le moins pseudonymisation, aux centres de recherche pour la réalisation d’études scientifiques ou statistiques.

Le Comité de sécurité de l’information peut uniquement délibérer pour des échanges de données concrets dans le cadre du présent accord de coopération et ne peut donc, en aucun cas, déterminer d’autres finalités de traitement, ni catégories de données à caractère personnel.

Le Comité de sécurité de l’information publie sur le portail eSanté une description fonctionnelle précise des systèmes d’information mis en place pour la mise en œuvre du présent accord et des flux d’informations entre ces systèmes d’information qui ont fait l’objet d’une délibération du Comité de sécurité de l’information.

L’utilisation d’une base de données commune n’exclut pas que différentes interfaces utilisateur final, éventuellement spécifiques à une entité fédérée, soient

voor het voeden of raadplegen van de gemeenschappelijke gegevensbank.

Artikel 6. De gegevens m.b.t. de vaccinatielijsten worden bewaard tot 5 dagen na de dag van publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19-epidemie afkondigt. Zolang de pandemie duurt is in dit kader immers een nauwgezette opvolging noodzakelijk.

Daarnaast regelt het artikel de bewaartermijn van de persoonsgegevens van Vaccinnet gedurende 30 jaar na de vaccinatie tegen COVID-19 en in elk geval tot minstens 1 jaar na het overlijden van de persoon waaraan het vaccin werd toegediend.

Naast het belang voor de zorggebruiker en de zorgverleners om ten allen tijde een juist beeld te hebben van de toegediende vaccinaties is deze bewaartermijn vereist voor een correcte opvolging m.b.t. eventuele bijwerkingen of noodzakelijke hernieuwingen, zeker voor vaccins waarvan mogelijke bijwerkingen en duur van de bescherming vandaag nog niet zijn bekend. De bewaartermijn van 30 jaar ligt in lijn met de bewaartermijn van het medisch dossier. De bewaartermijn laat daarnaast een longitudinale opvolging voor wetenschappelijk onderzoek toe. Ten slotte is deze bewaartermijn van belang in het kader van de aansprakelijkheidsregels ten aanzien van betrokken actoren, gelet op de onzekerheid inzake de mogelijke ongewenste bijwerkingen op lange termijn.

Ten slotte mag een beperkte set van gegevens gelinkt aan laboresultaten uit Gegevensbank I van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 niet gewist worden na 60 dagen. Deze gegevens zijn namelijk nodig voor de operationele processen en de doeleinden gelinkt aan de vaccinatieregistraties. Het gaat daarbij

utilisées pour alimenter ou consulter la base de données commune.

Article 6. Les données relatives au code de vaccination sont conservées jusqu'à 5 jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté royal annonçant la fin de l'épidémie due au coronavirus COVID-19. Un suivi minutieux doit être assuré dans ce cadre aussi longtemps que dure la pandémie.

En outre, l'article 6 régit la durée de conservation des données à caractère personnel de Vaccinnet pendant 30 ans à compter de la date de vaccination contre la COVID-19 et en tout cas pendant un an au moins après le décès de la personne qui a reçu le vaccin.

Outre l'importance pour l'utilisateur de soins et les prestataires de soins d'avoir à tout moment une idée précise des vaccinations administrées, ce délai de conservation est requis pour un suivi correct des effets secondaires éventuels ou des rappels nécessaires, surtout pour les vaccins pour lesquels des effets indésirables potentiels et la durée de protection ne sont pas encore connus. La durée de conservation de 30 ans coïncide avec la durée de conservation du dossier médical. La durée de conservation permet par ailleurs un suivi longitudinal à des fins de recherche scientifique. Enfin, ce délai de conservation est important dans le cadre des règles de responsabilité vis-à-vis des acteurs concernés, étant donné l'incertitude relative aux potentiels effets indésirables sur le long terme.

Enfin, un ensemble limité de données en lien avec les résultats de laboratoire provenant de la Base de données I de l'Accord de coopération du 25 août 2020 ne peut pas être supprimé après 60 jours. Ces données sont, en effet, nécessaires pour les processus opérationnels et les finalités liés aux enregistrements des vaccinations. À cet égard, il s'agit dans un

enerzijds om het doeleinde van geneesmiddelenbewaking. Voor dit doeleinde kan er in het kader van zogenaamde “break through cases”, waarbij een gevaccineerde persoon alsnog COVID-19 krijgt, aan het betrokken labo gevraagd worden om een “whole genome sequencing” uit te voeren om de oorzaak van vaccin failure te kunnen onderzoeken. Daarnaast is de bewaring van deze gegevens ook langer nodig voor het doeleinde van logistieke organisatie van de vaccinaties tegen COVID-19. Gegevens over voorgaande besmettingen, waarbij er reeds een zekere immuniteit aanwezig is, kunnen namelijk relevant zijn in de keuzes voor prioritisering van vaccinatie-doelgroepen.

premier temps de la finalité de pharmacovigilance. Pour cette finalité, dans le cadre des cas dits « de percée » ou « break through cases », il pourra être demandé au laboratoire concerné, pour une personne vaccinée qui développe malgré tout la COVID-19, d'effectuer un séquençage du génome complet afin d'analyser la cause de l'échec des vaccinations. Par ailleurs, la conservation de ces données pendant une période plus longue est aussi nécessaire pour la finalité de l'organisation logistique des vaccinations contre la COVID-19. Les données relatives aux contaminations antérieures qui ont permis d'acquérir une certaine immunité, peuvent, en effet, être pertinentes lorsqu'il y a lieu de déterminer la priorité de vaccination des groupes cibles.

Artikel 7. Artikel 7 wijst de verwerkingsverantwoordelijken aan bij de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangewezen agentschappen, en de federale overheid, ieder voor hun bevoegdheid.

Article 7. L'article 7 définit les responsables du traitement des données auprès des entités fédérées compétentes ou des agences désignées par les entités fédérées compétentes et de l'autorité fédérale, chacune pour leur compétence.

Zij sluiten een protocol af met betrekking tot hun verantwoordelijkheden inzake de uitoefening van de rechten van de betrokken personen en het verstrekken van informatie.

Ils concluent un protocole concernant leurs responsabilités en matière d'exercice des droits des personnes concernées et de fourniture d'informations.

Artikel 8. Artikel 8 regelt de beslechting van geschillen tussen de partijen door een samenwerkingsgerecht.

Article 8. L'article 8 régit le règlement des litiges entre les parties par une juridiction de coopération.

Artikel 9. Artikel 9 draagt de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid op om toezicht te houden op de uitvoering en naleving van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord en om aanpassingen voor te stellen.

Article 9. L'article 9 charge la Conférence interministérielle Santé publique de la mission de surveiller la mise en œuvre et le respect des dispositions de l'accord de coopération et de proposer des adaptations.

Artikel 10. Artikel 10 voorziet in de mogelijkheid, in onderling akkoord tussen de bevoegde gefedereerde entiteiten, om de gegevens uit Vaccinnet te migreren

Article 10. L'article 10 prévoit la possibilité de migrer, de commun accord entre les entités fédérées compétentes, les données de Vaccinnet dans une autre base

naar een andere gemeenschappelijke gegevensbank. Desgevallend blijven alle bepalingen van dit akkoord van toepassing.

Artikel 11. Artikel 11 bevat een opheffingsbepaling.

Artikel 12. Artikel 12 regelt de uitwerking in de tijd van het samenwerkingsakkoord en voorziet in de mogelijkheid van de herziening of de opheffing ervan.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19

Overwegende de Verordening (EG) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van de Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I en 6bis, §1, §2, 1° en 2° en 92bis;

Overwegende de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, §2;

Overwegende de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en

de données commune. Le cas échéant, l'ensemble des dispositions du présent accord restent d'application.

Article 11. L'article 11 concerne une disposition abrogatoire.

Article 12. L'article 12 régit les effets dans le temps de l'accord de coopération et prévoit la possibilité de le réviser ou révoquer.

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

Considérant le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment ses articles 5, §1er, I, 6bis, §1^{er}, § 2, 1° et 2° et 92bis;

Considérant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4, §2 ;

Considérant la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, et notamment l'article 4, §1, alinéa 3, 3°et 4°.

Gezondheidsproducten, artikel 4, §1, derde lid, 3° en 4°.

Overwegende het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten;

Considérant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles;

Overwegende het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 47/17bis,

Considérant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 47/17bis;

Overwegende het decreet van 17 juli 2002 van de Franse Gemeenschap houdende hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort O.N.E, artikel 2, §2. 8°;

Considérant le décret du 17 juillet 2002 de la Communauté française portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E, l'article 2, §2. 8 ;

Overwegende het decreet van 18 februari 2016 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de gezondheidspromotie;

Considérant le décret du 18 février 2016 relatif à la promotion de la santé;

Overwegende het feit dat de Gemeenschappen en Gewesten in het algemeen bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid;

Considérant que les Communautés et Régions sont, d'une façon générale, compétentes en matière de politique de santé;

Overwegende dat een aantal materies met betrekking tot het gezondheidsbeleid tot de bevoegdheid blijven behoren van de Federale Staat;

Considérant qu'un certain nombre de matières liées à la politique de santé continuent à relever de la compétence de l'Etat fédéral;

Overwegende het decreet van het Vlaamse Parlement van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, artikel 43, §3;

Considérant le décret du Conseil flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, l'article 43, §3 ;

Overwegende het decreet van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie;

Considérant le décret du 1er juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale;

Overwegende het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet;

Considérant l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret;

Overwegende het ministerieel besluit van 29 januari 2015 tot het bepalen, van het vaccinatieschema voor Vlaanderen, artikel 9;

Considérant l'arrêté ministériel du 29 janvier 2015 fixant le schéma de vaccination pour la Flandre, l'article 9 ;

Overwegende de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid;

Considérant l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord tot stand is gekomen met respect voor de bevoegdheidsverdeling die krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen aan de verschillende bevoegdheidsniveaus werden toegekend dankzij een intense samenwerking in de schoot van de Interministeriële Conferentie die kadert in een lange traditie van samenwerking binnen de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus van ons land;

Considérant que cet accord de coopération a pu être réalisé en respect de la répartition de compétences qui en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles ont été attribuées aux différents niveaux de pouvoirs grâce à une collaboration intense au sein de la Conférence Interministérielle qui s'inscrit dans une longue tradition de collaboration au sein de la Conférence Interministérielle de santé entre les différents niveaux de pouvoirs de notre pays ;

Overwegende dat het van vitaal belang is voor de volksgezondheid en voor het vermijden van een heropflakking van de COVID-19-pandemie, dat de nodige maatregelen inzake de vaccinaties kunnen worden genomen;

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière des vaccinations puissent être prises;

Overwegende dat, in het kader van de vaccinatie COVID-19, een registratie van de vaccinatiegegevens in een gemeenschappelijke databank, door zowel Vlaamse, Brusselse, Waalse als Duitstalige vaccinatoren, absoluut noodzakelijk is voor verschillende doeleinden;

Considérant que, dans le cadre de la vaccination contre la COVID-19, un enregistrement des données de vaccination dans une base de données commune par les vacinateurs flamands, bruxellois, wallons et germanophones est absolument nécessaire pour diverses finalités;

is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten

il est nécessaire de conclure un accord de coopération,

TUSSEN

ENTRE

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, en Frank Vandenbroucke, Vice-eerste

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne de Alexander De Croo, Premier Ministre, et de Frank Vandenbroucke, Vice-Premier

Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;

Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, ICT en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la TI et les Services généraux, et de Wouter Beke, Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-President en Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Valérie Glatigny, minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;

La Communauté française, représentée par son gouvernement en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président, de Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes et de Valérie Glatigny, ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;

La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et de Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne de Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et de Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président et Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement;

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-President belast met de promotie van de gezondheid en Alain Maron Minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid;

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1° vaccinatie tegen COVID-19: de toediening van een vaccin tegen COVID-19;

2° gegevensbank met vaccinatiecodes: de gegevensbank met vaccinatiecodes, gezamenlijk beheerd door de gefedereerde entiteiten die verantwoordelijk zijn voor de organisatie van de vaccinatie en Sciensano;

3° Vaccinnet: het registratiesysteem bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet;

4° Rijksregister: het Rijksregister van de natuurlijke personen bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

5° Kruispuntbankregisters: de Kruispuntbankregisters bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van

La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van den Brandt, membres ayant la Santé et l'Action sociale dans leurs attributions;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la promotion de la santé et Alain Maron, Ministre chargé de l'action sociale et de la santé;

Article 1er. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par :

1° vaccination contre la COVID-19: l'administration d'un vaccin contre la COVID-19;

2° la base de données des codes de vaccination : la base de données contenant les codes de vaccination qui est gérée conjointement par les entités fédérées responsables de l'organisation de la vaccination et Sciensano ;

3° Vaccinnet : le système d'enregistrement visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret;

4° Registre national: le Registre national des personnes physiques visé dans la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;

5° registres Banque Carrefour : les registres Banque Carrefour visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à

een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

6° verzekeringsinstellingen: de verzekeringsinstellingen bedoeld in artikel 2, i) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

7° zorgverlener: een gezondheidszorgbeoefenaar zoals bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen en de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsenijsbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen;

8° Algemene Verordening Gegevensbescherming: de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 2. § 1. Aan elke persoon die verblijft op het Belgisch grondgebied wordt een willekeurige vaccinatiencode toegekend. Wanneer een persoon wordt geselecteerd voor een uitnodiging tot vaccinatie overeenkomstig de vaccinatiestrategie, vastgesteld door de bevoegde autoriteiten, en de betrokkene voor de vaccinatie een afspraak wenst te maken of hem een afspraakmoment wordt voorgesteld, wordt hem daartoe de hem toegekende vaccinatiencode meegedeeld.

De selectie van een persoon overeenkomstig de vaccinatiestrategie, bedoeld in het eerste lid, geschiedt:

- op basis van informatie afkomstig van het Rijksregister of de

l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

6° les organismes assureurs : les organismes assureurs visés à l'article 2, i), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;

7° prestataire de soins: un professionnel de la santé visé par la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé et par la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales ;

8° Règlement général sur la Protection des Données : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Art. 2. §1^{er}. Un code de vaccination aléatoire est attribué à toute personne séjournant sur le territoire belge. Lorsqu'une personne est sélectionnée pour une invitation à se faire vacciner conformément à la stratégie de vaccination définie par les autorités compétentes, et que la personne concernée souhaite fixer un rendez-vous pour la vaccination ou qu'un rendez-vous lui est proposé, le code de vaccination qui lui a été attribué est communiqué.

La sélection d'une personne conformément à la stratégie de vaccination visée à l'alinéa 1^{er} intervient :

- sur la base des informations provenant du Registre national ou des registres Banque

Kruispuntbankregisters indien ze geschiedt op basis van leeftijdscriteria;
- door de verzekeringsinstellingen en/of de behandelende arts van de betrokkene indien ze geschiedt op basis van de gezondheidstoestand van de betrokkene;
- op basis van informatie beschikbaar bij de federale staat en/of de gefedereerde entiteiten en/of de werkgever indien ze geschiedt op basis van het beroep of de tewerkstellingsplaats van de betrokkene.

Carrefour si elle intervient sur la base de critères d'âge ;
- par les organismes assureurs et/ou le médecin traitant de la personne concernée si elle intervient sur la base de l'état de santé de la personne concernée ;
- sur la base d'informations disponibles auprès de l'Etat fédéral et/ou des entités fédérées et/ou de l'employeur si elle intervient sur la base de la profession ou du lieu d'occupation de la personne concernée.

§2. De vaccinaties tegen COVID-19 die worden toegediend op het grondgebied van België worden door de persoon die het vaccin heeft toegediend of onder wiens toezicht de vaccinatie gebeurt, geregistreerd in Vaccinnet.

§2. Les vaccinations contre la COVID-19 qui sont administrées sur le territoire belge sont enregistrées dans Vaccinnet par la personne qui a administré le vaccin ou par la personne sous la surveillance de laquelle la vaccination a lieu.

De persoon, vermeld in het eerste lid, kan voor de registratie in Vaccinnet een gevolmachtigde aanduiden, die onder zijn verantwoordelijkheid, de registratie in Vaccinnet verricht.

La personne mentionnée à l'alinéa 1^{er}, peut désigner pour l'enregistrement dans Vaccinnet, un délégué qui réalisera l'enregistrement dans Vaccinnet sous sa responsabilité.

Het gebruik van Vaccinnet met betrekking tot de vaccins tegen Covid-19 gebeurt met inachtneming van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord.

L'utilisation de Vaccinnet pour ce qui concerne les vaccins contre la Covid-19 se fait dans le respect des dispositions du présent accord de coopération.

Art. 3. § 1. Met betrekking tot elke vaccinatiecode bedoeld in artikel 2 § 1 worden de volgende categorieën van gegevens geregistreerd in een gegevensbank met vaccinatiecodes:

Art. 3. § 1^{er}. Pour tout code de vaccination visé à l'article 2, § 1^{er}, les catégories de données suivantes sont enregistrées dans une base de données des codes de vaccination :

1° identiteitsgegevens betreffende de persoon waaraan de vaccinatiecode wordt toegediend, met name het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de naam, de voornaam, het geslacht, de geboortedatum, de hoofdverblijfplaats, en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum. Deze gegevens worden voor zover ze beschikbaar zijn, op basis

1° données d'identité relatives à la personne à laquelle le code de vaccination est attribué, à savoir le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, la résidence principale et, le cas échéant, la date de décès. Pour autant qu'elles soient disponibles, ces données sont consultées sur la base du numéro d'identification

van het vermelde identificatienummer betrokken bij het Rijksregister en de Kruispuntbankregisters;

précité dans le Registre national et les registres Banque Carrefour;

2° de toegekende willekeurige vaccinatietypecode;

2° le code de vaccination aléatoire attribué;

3° gegevens met betrekking tot de status van de willekeurige vaccinatietypecode, inzonderheid het feit of de vaccinatie geactiveerd of gedeactiveerd is, de bron van de activering, bedoeld in artikel 2, §1, tweede lid, (zonder dat hieruit enige informatie mag voortvloeien over de gezondheidstoestand van de betrokkene), de tijdstippen van activering en deactivering van de willekeurige vaccinatietypecode of de tijdstippen van gebruik voor reservering van een vaccinatie;

3° les données relatives au statut du code de vaccination aléatoire, notamment le fait que la vaccination a été activée ou désactivée, la source de l'activation visée à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2 (sans pour autant pouvoir en déduire des informations relatives à l'état de santé de la personne concernée), la date et l'heure d'activation et de désactivation du code de vaccination aléatoire ou la date et l'heure d'utilisation du code pour la réservation d'une vaccination;

4° de contactgegevens van de persoon waaraan de willekeurige vaccinatietypecode is toegekend, of van zijn vertegenwoordiger, bedoeld in de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, met inbegrip van het telefoonnummer en e-mailadres; deze gegevens worden, voor zover ze daar beschikbaar zijn, op basis van het identificatienummer bedoeld in 1° betrokken bij de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen of bij de authenticatiedienst, bedoeld in artikel 9 van de wet van 18 juli 2017 inzake elektronische identificatie;

4° les données de contact de la personne à laquelle le code de vaccination aléatoire a été attribué, ou de son représentant, visé dans la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, en ce compris le numéro de téléphone et l'adresse électronique; ces données sont, pour autant qu'elles soient disponibles, extraites sur la base du numéro d'identification visé au 1° auprès des prestataires de soins, des organismes assureurs ou auprès du service d'identification visé à l'article 9 de la loi du 18 juillet 2017 relative à l'identification électronique ;

5° indien de persoon waaraan de willekeurige vaccinatietypecode is toegekend, reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een vaccinatie, de (verwijzing naar de) relevante gegevens bedoeld in § 2, 3° tot en met 5° die op hem betrekking hebben.

5° si la personne à laquelle le code de vaccination aléatoire a été attribué a déjà fait l'objet d'une vaccination, les données pertinentes visées au §2, 3° à 5°, qui la concernent (ou le renvoi à ces données).

§2. Met betrekking tot elke vaccinatie bedoeld in artikel 2, §2 worden de volgende categorieën van gegevens geregistreerd in Vaccinnet:

§2. Pour chaque vaccination visée à l'article 2, §2 les catégories de données suivantes sont enregistrées dans Vaccinnet:

1° identiteitsgegevens betreffende de persoon waaraan het vaccin wordt

1° des données d'identité de la personne à laquelle le vaccin a été administré,

toegediend, met name het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de naam, de voornaam, het geslacht, de geboortedatum, de hoofdverblijfplaats, en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum. Deze gegevens worden voor zover ze beschikbaar zijn, op basis van het vermelde identificatienummer betrokken bij het Rijksregister en de Kruispuntbankregisters;

notamment le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, le lieu de résidence principale et, le cas échéant, la date de décès. Ces données sont collectées sur la base du numéro d'identification précité, pour autant qu'elles soient disponibles, auprès du registre national et des registres Banque Carrefour;

2° identiteitsgegevens betreffende de persoon die het vaccin heeft toegediend, met name het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid of het RIZIV-nummer;

2° des données d'identité de la personne qui a administré le vaccin, notamment le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ou le numéro INAMI;

3° gegevens betreffende het vaccin, met name het merk, het lotnummer en het identificatienummer van het vaccin;

3° des données relatives au vaccin, notamment la marque, le numéro de lot et le numéro d'identification du vaccin;

4° de datum en de plaats van toediening van elke dosis van het vaccin;

4° la date et le lieu d'administration de chaque dose du vaccin;

5° gegevens over het schema voor vaccinatie tegen COVID-19 van de persoon waaraan het vaccin wordt toegediend;

5° des données relatives au schéma de vaccinations contre la COVID-19 de la personne à laquelle est administré le vaccin;

6° gegevens over de ongewenste bijwerkingen vastgesteld tijdens of na de vaccinatie van de betrokken persoon, waarvan de persoon die het vaccin heeft toegediend of diens gevolmachtigde kennis heeft of moet hebben.

6° des données relatives aux effets indésirables observés pendant ou après la vaccination sur la personne concernée, dont la personne qui a administré le vaccin ou son délégué a ou devrait avoir connaissance.

Art. 4. §1. De verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3, §1, beoogt de volgende verwerkingsdoeleinden:

Art. 4. § 1^{er}. Le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 3, § 1er, poursuit les finalités de traitement suivantes:

1° het beheren van schema's voor vaccinatie tegen COVID-19 per te

1° gérer les schémas de vaccination contre la COVID-19 par personne à vacciner ou

vaccineren of gevaccineerde persoon en het inplannen van vaccinatiemomenten, onder meer door de vaccinatiecentra;

par personne vaccinée et planifier les créneaux de vaccination, notamment par les centres de vaccination ;

2° het uitnodigen van personen voor vaccinatie tegen COVID-19 door de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen, de vaccinatiecentra, de federale overheid, de bevoegde gefedereerde entiteiten en de lokale besturen.

2° inviter les personnes à se faire vacciner contre la COVID-19 par les prestataires de soins, les organismes assureurs, les centres de vaccination, l'autorité fédérale, les entités fédérées compétentes et les administrations locales.

§2. De verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3, §2, beoogt de volgende verwerkingsdoeleinden:

§ 2. Le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 3, § 2, vise les finalités de traitement suivantes:

1° het verstrekken van gezondheidszorg en behandelingen, zoals bedoeld in artikel 9, 2, h van de Algemene Verordening Gegevensbescherming;

1° la prestation de soins de santé et de traitements, telle que visée à l'article 9, 2, h du Règlement général sur la Protection des données;

2° de geneesmiddelenbewaking van de vaccins tegen COVID-19, overeenkomstig artikel 12sexies van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen en de gedetailleerde richtsnoeren bekendgemaakt door de Europese Commissie in de "Module VI – Verzameling, beheer en indiening van meldingen van vermoedelijke bijwerkingen van geneesmiddelen (GVP)", zoals ze voorkomen in de laatst beschikbare versie, en zoals bedoeld in artikel 4, paragraaf 1, 3e lid, 3°, van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;

2° la pharmacovigilance des vaccins contre la COVID-19, conformément à l'article 12sexies de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments et aux lignes directrices détaillées publiées par la Commission européenne dans le "Module VI - Collecte, gestion et transmission des notifications d'effets indésirables présumés des médicaments (GVP)", telles qu'elles figurent dans la dernière version disponible, et visées à l'article 4, paragraphe 1, 3° de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé ;

3° de traceerbaarheid van de vaccins tegen COVID-19 teneinde de opvolging van "rapid alerts van vigilantie" en "rapid alerts van kwaliteit" te verzekeren zoals bedoeld in zoals bedoeld in artikel 4, paragraaf 1, 3e lid, 3°, e, en 4°, j, van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal

3° la traçabilité des vaccins contre la COVID-19 afin d'assurer le suivi des "rapid alerts de vigilance" et "rapid alerts de qualité" visées à l'article 4, paragraphe 1, 3ème alinéa, 3°, e, et 4°, j, de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé;

Agentschap voor Geneesmiddelen en
Gezondheidsproducten;

4° het beheren van schema's voor
vaccinatie tegen COVID-19 per te
vaccineren of gevaccineerde persoon en
het inplannen van vaccinatiemomenten,
onder meer door de vaccinatiecentra;

5° de logistieke organisatie van de
vaccinatie tegen COVID-19, na
anonimisering van de gegevens of ten
minste pseudonimisering van de gegevens
voor het geval dat de anonimisering de
logistieke organisatie niet mogelijk zou
maken;

6° het bepalen van de vaccinatiegraad
tegen COVID-19 van de bevolking;

7° het organiseren van de
contactopsporing in uitvoering van het
Samenwerkingsakkoord van 25 augustus
2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse
Gemeenschap, het Waalse Gewest, de
Duitstalige Gemeenschap en de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, betreffende de
gezamenlijke gegevensverwerking door
Sciensano en de door de bevoegde
gefedereerde entiteiten of door de
bevoegde agentschappen aangeduide
contactcentra, gezondheidsinspecties en
mobiele teams in het kader van een
contactonderzoek bij personen die
(vermoedelijk) met het coronavirus
COVID-19 besmet zijn op basis van een
gegevensbank bij Sciensano;

8° het uitvoeren van de monitoring en
surveillance na vergunning van de vaccins
overeenkomstig de goede praktijken
aanbevolen door de Wereldgezondheids-
organisatie, na anonimisering van de
gegevens of ten minste pseudonimisering
van de gegevens voor het geval dat de
anonimisering de monitoring en
surveillance na vergunning niet mogelijk
zou maken;

4° la gestion de schémas de vaccinations
contre la COVID-19 par personne à
vacciner ou vaccinée et la planification des
plages de vaccination, notamment par les
centres de vaccination;

5° l'organisation logistique de la
vaccination contre la COVID-19, après
anonymisation des données ou à tout le
moins pseudonymisation des données
dans l'hypothèse où l'anonymisation ne
permettrait pas de réaliser l'organisation
logistique;

6° la détermination du taux de vaccination
contre la COVID-19 de la population;

7° l'organisation du suivi des contacts en
exécution de l'Accord de coopération du
25 août 2020 entre l'État fédéral, la
Communauté flamande, la Région
wallonne, la Communauté germanophone
et la Commission communautaire
commune, concernant le traitement
conjoint de données par Sciensano et les
centres de contact désignés par les entités
fédérées compétentes ou par les agences
compétentes, par les services
d'inspections d'hygiène et par les équipes
mobiles dans le cadre d'un suivi des
contacts auprès des personnes
(présumées) infectées par le coronavirus
COVID-19 se fondant sur une base de
données auprès de Sciensano;

8° l'exécution du suivi et de la surveillance
post-autorisation des vaccins
conformément aux bonnes pratiques
recommandées par l'Organisation
mondiale de la Santé, après anonymisation
des données ou à tout le moins
pseudonymisation des données dans
l'hypothèse où l'anonymisation ne
permettrait pas de réaliser le suivi et la
surveillance post-autorisation;

9° onverminderd de regelgeving inzake de ziekteverzekering, de berekening van de verdeling van de kosten voor de vaccinatie tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten, na anonimisering van de gegevens of ten minste pseudonimisering van de gegevens voor het geval dat de anonimisering de berekening van de verdeling niet mogelijk zou maken;

10° het uitvoeren van wetenschappelijke of statistische studies, in overeenstemming met titel 4 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, na anonimisering, of minstens pseudonimisering, voor het geval dat anonimisering niet zou toelaten de wetenschappelijke of statistische studie uit te voeren;

11° het informeren en sensibiliseren van zorggebruikers met betrekking tot de COVID-19 vaccinatie door zorgverleners.

§3. De gegevens die in het kader van dit samenwerkingsakkoord worden ingezameld, mogen niet voor andere doeleinden dan die voorzien in dit akkoord worden gebruikt.

Art. 5. Onverminderd artikel 4, §3, is een voorafgaande beraadslaging van de kamer “sociale zekerheid en gezondheid” van het Informatieveiligheidscomité bedoeld in de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het Informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van de Algemene Verordening Gegevensbescherming vereist voor de mededeling van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3 aan instanties met een opdracht van algemeen

9° sans préjudice de la réglementation relative à l’assurance maladie, le calcul de la répartition des coûts de vaccination entre l’Etat fédéral et les entités fédérées, après anonymisation des données ou à tout le moins pseudonymisation des données dans l’hypothèse où l’anonymisation ne permettrait pas de réaliser le calcul de répartition;

10° l’exécution d’études scientifiques ou statistiques, conformément au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l’égard des traitements de données à caractère personnel, après anonymisation, ou à tout le moins pseudonymisation, dans l’hypothèse où l’anonymisation ne permettrait pas de réaliser l’étude scientifique ou statistique.

11° l’information et la sensibilisation des utilisateurs de soins concernant la vaccination contre la COVID-19 par les prestataires de soins.

§3. Les données collectées dans le cadre du présent accord de coopération ne peuvent être utilisées à d’autres fins que celles prévues dans le présent accord.

Art. 5. Sans préjudice de l’article 4, § 3, une délibération préalable de la chambre « sécurité sociale et santé » du Comité de sécurité de l’information visé dans la loi du 5 septembre 2018 instituant le Comité de sécurité de l’information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement général sur la protection des données est requise pour la communication des données à caractère personnel visées à l’article 3 à des instances ayant une mission d’intérêt

belang nodig voor de doeleinden waarmee deze instanties door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie zijn belast en van deze gegevens na anonimisering, of minstens pseudonimisering aan de onderzoeksinstellingen voor wetenschappelijke of statistische studies.

public pour les finalités dont sont chargées ces instances par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance et pour la communication de ces données après anonymisation ou, à tout le moins pseudonymisation, à des institutions de recherche pour la réalisation d'études scientifiques ou statistiques.

Het Informatieveiligheidscomité publiceert op het eGezondheidsportaal een precieze functionele beschrijving van de informatiesystemen die worden opgezet voor de uitvoering van dit besluit en de informatiestromen tussen deze informatiesystemen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beraadslaging van het Informatieveiligheidscomité.

Le Comité de sécurité de l'information publie sur le portail eSanté une description fonctionnelle précise des systèmes d'information mis en place pour la mise en œuvre du présent arrêté et des flux d'informations entre ces systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une délibération du Comité de sécurité de l'information.

Art. 6. § 1. De gegevens bedoeld in artikel 3 § 1 worden bewaard tot 5 dagen na de dag van publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19-epidemie afkondigt.

Art. 6. § 1^{er}. Les données visées à l'article 3, § 1^{er}, sont conservées jusqu'à 5 jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté royal annonçant la fin de l'épidémie due au coronavirus COVID-19.

§2. De gegevens bedoeld in artikel 3, §2, worden bewaard gedurende 30 jaar na de vaccinatie tegen COVID-19 of in elk geval tot minstens 1 jaar na het overlijden van de persoon waaraan het vaccin werd toegediend.

§2. Les données visées à l'article 3, §2, sont conservées pendant 30 ans à compter de la date de vaccination contre la COVID-19 et en tout cas pendant un an au moins après le décès de la personne qui a reçu le vaccin.

§3. In afwijking van artikel 15, §1 van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die

§ 3. Par dérogation à l'article 15, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 25 août 2020 conclu entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le

(vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano, moeten de volgende gegevens van personen categorie I, II en III niet worden gewist uiterlijk zestig dagen na het opslaan ervan:

- het INSZ-nummer;
- de datum, het resultaat, het staalnummer en het type van de coronavirus COVID-19-test;
- het RIZIV-nummer van het labo dat de coronavirus COVID-19-test heeft uitgevoerd.

Deze gegevens worden gewist uiterlijk 5 dagen na de dag van publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19-epidemie afkondigt.

Art. 7. §1. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, en de federale overheid treden, ieder voor hun bevoegdheid, op als verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in dit samenwerkingsakkoord.

Het gaat meer bepaald over de volgende entiteiten of agentschappen:

1° voor de personen die gevaccineerd worden op het grondgebied van het Vlaams Gewest of in een instelling in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die wegens zijn organisatie moet worden beschouwd als een instelling die uitsluitend behoort tot de Vlaamse Gemeenschap: het Agentschap Zorg en Gezondheid;

2° voor de personen waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is: l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano, les données suivantes des personnes de catégories I, II et III ne doivent pas être effacées au plus tard dans les soixante jours suivant leur enregistrement :

- le numéro NISS ;
- la date, le résultat, le numéro de l'échantillon et le type de test contre le coronavirus COVID-19 ;-
- le numéro INAMI du laboratoire qui a réalisé le test contre le coronavirus COVID-19.

Ces données sont effacées au plus tard 5 jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté royal annonçant la fin de l'épidémie due au coronavirus COVID-19.

Art. 7. §1. Les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et l'autorité fédérale agissent, chacune pour leur compétence, en tant que responsables du traitement des données à caractère personnel visées dans le présent accord de coopération.

Il s'agit plus précisément des entités ou agences suivantes:

1° pour les personnes qui sont vaccinées sur le territoire de la Région flamande ou dans un établissement de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui en raison de son organisation doit être considéré comme un établissement appartenant exclusivement à la Communauté flamande: het Agentschap Zorg en Gezondheid;

2° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Communauté française: l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

3° voor de personen waarvoor het Waals Gewest bevoegd is : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

3° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Région Wallonne : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ;

4° voor de personen waarvoor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd is : de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

4° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale : la Commission communautaire commune;

5° voor de personen waarvoor de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd is: de Franse Gemeenschapscommissie;

5° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale : la Commission communautaire française;

6° voor de personen waarvoor de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

6° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Communauté germanophone: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

7° voor de personen waarvoor de Federale Overheid bevoegd is: Sciensano.

7° pour les personnes qui ressortissent des compétences de l'Autorité fédérale: Sciensano.

§2. Sciensano, de bevoegde gefedereerde entiteiten en door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, ieder binnen diens bevoegdheidssfeer, bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoe sluiten Sciensano, de bevoegde gefedereerde entiteiten en door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen een protocol af waarin de respectieve rollen en relaties van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden.

§2. Sciensano, les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes, chacune dans son domaine de compétence, définissent de manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. À cette fin, Sciensano, les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes concluent un protocole définissant les rôles et les relations respectives des responsables conjoints du traitement vis-à-vis des personnes concernées.

Art. 8. De geschillen tussen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord met betrekking tot de interpretatie of de

Art. 8. Les litiges entre les parties au présent accord concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de

uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel 92bis, §5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De aanwijzingsmethode voor de leden van het samenwerkingsgerecht zal worden vastgelegd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord. De werkkosten van het samenwerkingsgerecht zullen tussen de partijen van dit samenwerkingsakkoord worden verdeeld.

Art. 9. §1. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid houdt toezicht op de uitvoering en naleving van dit samenwerkingsakkoord en legt, indien nodig, voorstellen tot aanpassing voor. Eveneens oefent de Interministeriële conferentie Volksgezondheid een bemiddelingsfunctie uit in het kader van dit samenwerkingsakkoord alvorens geschillen worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht zoals bepaald in artikel 8.

§2. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid komt bijeen zodra een partij bij de samenwerkingsovereenkomst daarom verzoekt.

Art. 10. De bevoegde gefedereerde entiteiten kunnen in onderling overleg de registratie van de vaccinaties bedoeld in artikel 2, §2, in een andere gemeenschappelijke gegevensbank verplicht maken. In dergelijk geval worden de bestaande gegevens uit Vaccinnet gemigreerd naar die andere gegevensbank, in voorkomend geval beheerd door een andere entiteit, onder het voorbehoud dat die andere gegevensbank in overeenstemming met de artikelen van dit akkoord is.

Art. 11. Artikel 11 van de wet van 22 december 2020 houdende diverse maatregelen met betrekking tot snelle antigeentesten en de registratie en

coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Le mode de désignation des membres du tribunal de coopération sera déterminé dans un accord de coopération d'exécution. Les frais de fonctionnement du tribunal de coopération seront répartis entre les parties au présent accord de coopération.

Art. 9. §1^{er}. La Conférence interministérielle Santé publique surveille la mise en œuvre et le respect du présent accord de coopération et, le cas échéant, soumet des propositions d'adaptation. La Conférence interministérielle Santé publique exerce également une fonction de médiation dans le cadre du présent accord de coopération avant que les litiges ne soient soumis à un tribunal de coopération, comme le stipule l'article 8.

§2. La Conférence interministérielle Santé publique se réunit dès qu'une partie à l'accord de coopération en fait la demande.

Art. 10. Les entités fédérées compétentes peuvent, de commun accord, rendre obligatoire l'enregistrement des vaccinations visées à l'article 2, §2, au sein d'une autre base de données commune. Dans un tel cas de figure, les données existantes dans Vaccinnet sont migrées dans cette autre base de données, le cas échéant administrée par une autre entité, sous réserve qu'elle soit conforme aux articles du présent accord.

Art. 11. L'article 11 de la loi du 22 décembre 2020 portant diverses mesures relatives aux tests antigéniques rapides et concernant l'enregistrement et le

verwerking van gegevens betreffende vaccinaties in het kader van de strijd tegen de COVID-19-pandemie wordt opgeheven.

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 24 december 2020 tot de herziening door middel van een nieuw samenwerkingsakkoord of de herroeping ervan op de dag waarop het secretariaat van de IMC het schriftelijk akkoord heeft ontvangen van alle partijen om een einde te stellen aan het samenwerkingsakkoord via een procedure met bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Gedaan te Brussel, op 5 februari 2021

in één origineel exemplaar.

De Eerste Minister,

traitement de données relatives aux vaccinations dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 est abrogé.

Art. 12. Le présent accord de coopération produit ses effets à dater du 24 décembre 2020 jusqu'à sa révision au moyen d'un nouvel accord de coopération ou sa révocation qui intervient le jour où le secrétariat de la CIM a reçu l'accord écrit de toutes les parties pour mettre fin à l'accord de coopération au moyen d'une procédure publiée au Moniteur belge.

Fait à Bruxelles, le 5 février 2021

en un exemplaire original.

Le Premier Ministre,

A. DE CROO

De Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

F. VANDENBROUCKE

De Minister-President van de Vlaamse
Regering en Vlaams Minister van
Buitenlandse Zaken, Cultuur, ICT en
Facilitair Management van de Vlaamse
Regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement
flamand et Ministre flamand de la
Politique extérieure, de la Culture, la TI
et les Services généraux,

J. JAMBON

De Vlaams Minister van Welzijn,
Volksgezondheid, Gezin en
Armoedebestrijding van de Vlaamse
Regering,

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la
Santé publique, de la Famille et de la
Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

De Minister-President van de Franse
Gemeenschap,

Le Ministre-Président du Communauté
française,

P.Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media en
Vrouwenrechten,

La Vice-Présidente et Ministre de
l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des
Médias et des Droits des Femmes

B. LINARD

Minister voor Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie,
Wetenschappelijk Onderzoek,
Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg,
Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de
Promotie van Brussel,

La ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de la promotion
sociale, de la Recherche scientifique, des
Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la
jeunesse, des Maisons de justice, de la
Jeunesse, des Sports et de la Promotion
de Bruxelles

V. GLATIGNY

De Minister-President van de Waalse
Regering,

Le Ministre-Président du Gouvernement
wallon,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister
van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale
Actie, Gelijke Kansen en
Vrouwenrechten van de Waalse
Regering,

La Vice-Présidente et Ministre de
l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de
l'Action sociale, de l'Egalité des chances
et des Droits des femmes du
Gouvernement wallon,

C. MORREALE

De Minister-President en Minister van
Lokale Besturen en Financiën van de
Duitstalige Gemeenschap,

Le Ministre-Président et Ministre des
Pouvoirs locaux et des Finances de la
Communauté germanophone,

O. PAASCH

De Vice-Minister-President en Minister
van Gezondheid en Sociale
Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening
en Huisvesting van de Regering van de
Duitstalige Gemeenschap,

Le Vice-Ministre-Président et Ministre de
la Santé et des Affaires sociales, de
l'Aménagement du territoire et du
Logement de la Communauté
germanophone,

A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het Verenigd College
van de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège réuni de la
Commission communautaire commune,

R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, belast met
Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la
Commission communautaire commune,
ayant la Santé et l'Action sociale dans ses
attributions

A. MARON

Het lid van het Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie, belast met
Gezondheid en Welzijn

Le membre du Collège réuni de la
Commission communautaire commune,
ayant la Santé et l'Action sociale dans ses
attributions

E. VAN DEN BRANDT

De Minister-President belast met de
promotie van de gezondheid

La Ministre-Présidente chargée de la
promotion de la santé

B. TRACHTE

De Minister, lid van het College belast
met Maatschappelijk welzijn en
Gezondheid

Le Ministre, membre du Collège chargé
de l'action sociale et de la santé

A. MARON

[05.02.2021]

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19

[05.02.2021]

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

[05.02.2021]

Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit Impfungen gegen COVID-19

ALGEMENE TOELICHTING

De vaccinatie van de Belgische bevolking is een belangrijk middel in de bestrijding van de COVID-19 pandemie. In uitvoering van de vastgelegde vaccinatiestrategie zullen categorieën van personen achtereenvolgens worden uitgenodigd om zich te laten vaccineren.

Dit samenwerkingsakkoord regelt het gemeenschappelijke informatiesysteem dat wordt opgezet voor de uitnodiging van personen voor vaccinatie, voor de organisatie van de vaccinatie en voor de registratie van de vaccinatie. Door de gefedereerde entiteiten en de federale overheid wordt de instelling van een gemeenschappelijk informatiesysteem hiertoe als

EXPOSE GENERAL

La vaccination de la population belge constitue un outil important dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. En exécution de la stratégie de vaccination définie, des catégories de personnes seront invitées successivement à se faire vacciner.

Le présent accord de coopération régit le système d'information commun qui sera mis en place pour l'invitation à la vaccination des personnes, pour l'organisation de la vaccination et pour l'enregistrement de la vaccination. Les entités fédérées et l'autorité fédérale considèrent la mise en place d'un système d'information

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

Die Impfung der belgischen Bevölkerung ist ein wichtiges Instrument im Kampf gegen die COVID-19-Pandemie. Bei der Umsetzung der festgelegten Impfstrategie werden nacheinander verschiedene Personengruppen zur Impfung eingeladen.

In vorliegendem Zusammenarbeitsabkommen wird ein gemeinsames Informationssystem festgelegt, das zur Einladung, Organisation und Registrierung im Hinblick auf die Impfung von Personen dienen soll. Die föderierten Teilgebiete und die Föderalbehörde sehen die Einrichtung eines solchen Systems als eine entscheidende Voraussetzung

een cruciale vereiste geformuleerd.	commun comme une condition fondamentale.	für die Bewältigung der aktuellen Krise an.
--	---	--

Voor de ondersteuning van de uitnodiging van personen voor vaccinatie en de organisatie van de vaccinatie is een gemeenschappelijk informatiesysteem vooreerst nodig om te vermijden dat personen ongecoördineerd worden uitgenodigd of dat reeds gevaccineerde personen opnieuw worden uitgenodigd. Daarnaast moet het systeem het mogelijk maken om het geschikt doseringsschema te bepalen, onder meer wat de verschillende doses van een toe te dienen vaccin betreft (juiste interval in geval van vaccin met meerdere dosissen) en ervoor zorgen dat de vaccinatie goed georganiseerd verloopt in functie van de beschikbaarheid van het daartoe benodigde materiaal en (medisch) personeel.

En vue de soutenir l'invitation des personnes à se faire vacciner et l'organisation de la vaccination, un système d'information commun paraît dans un premier temps nécessaire afin d'éviter que les personnes ne soient invitées de manière non coordonnée ou que des personnes déjà vaccinées soient à nouveau invitées. Par ailleurs, le système doit permettre d'identifier le schéma posologique adéquat, notamment en ce qui concerne les différentes doses d'un vaccin à administrer (intervalle optimal proposé en cas de vaccins multi-doses) et doit veiller à ce que l'organisation de la vaccination se déroule de manière optimale en fonction de la disponibilité du matériel et du personnel (médical) nécessaires.

Um die Einladung von zu impfenden Personen und die Organisation der Impfung zu unterstützen, wird in erster Linie ein gemeinsames Informationssystem benötigt, um unkoordinierte Einladungen von Personen oder doppelte Einladungen von bereits geimpften Personen zu vermeiden. Darüber hinaus muss das System die Bestimmung des geeigneten Dosierungsschemas ermöglichen, einschließlich der verschiedenen zu verabreichenden Dosen eines Impfstoffs (korrektes Intervall im Falle eines Mehrfachdosis-Impfstoffs), und sicherstellen, dass die Impfung je nach Verfügbarkeit der erforderlichen Ausrüstung und des (medizinischen) Personals ordnungsgemäß organisiert wird.

De registratie van vaccinaties in een gemeenschappelijk informatiesysteem (Vaccinnet) door zowel Vlaamse, Brusselse, Waalse als Duitstalige vaccinatoren, is o.a. noodzakelijk om een optimaal crisisbeheer te voeren, de geneesmiddelenbewaking, zoals bedoeld in artikel 4, 2°

L'enregistrement des vaccinations dans un système d'information commun (Vaccinnet) par les vaccinateurs flamands, wallons, bruxellois et germanophones est notamment nécessaire pour mener une gestion de crise optimale, permettre la pharmacovigilance, comme

Die Registrierung von Impfungen in einem gemeinsamen Informationssystem (Vaccinnet) durch flämische, Brüsseler, wallonische und deutschsprachige Impfberechtigte ist unter anderem notwendig, um ein optimales Krisenmanagement zu betreiben, die

van dit akkoord, mogelijk te maken, de vaccinatiegraad van de bevolking en de impact op de ziekteverzekering op te volgen.

visée à l'article 4, 2°, du présent accord, suivre le taux de vaccination de la population et estimer l'impact sur l'assurance maladie.

Pharmakovigilanz gemäß Artikel 4 Nr. 2 des vorliegenden Abkommens zu ermöglichen, die Durchimpfungsrate der Bevölkerung zu überwachen und die Auswirkungen auf die Krankenversicherung zu erfassen.

Dergelijke registratieverplichting vergt, gelet op het feit dat het om een noodzakelijkheid gaat en gelet op het feit dat het de verwerking van persoonsgegevens betreft een solide juridische basis.

Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une nécessité et qu'elle concerne le traitement de données à caractère personnel, une telle obligation d'enregistrement requiert une base juridique solide.

Eine solche Registrierungspflicht erfordert angesichts der Tatsache, dass es sich um eine Notwendigkeit handelt und dass sie die Verarbeitung personenbezogener Daten beinhaltet, eine solide Rechtsgrundlage.

De databank wordt in heel nauwe samenwerking tussen de gefedereerde entiteiten en de Federale Staat uitgewerkt en beheerd.

La base de données est créée et gérée en collaboration très étroite entre les entités fédérées et l'Etat fédéral.

Die Datenbank wird in sehr enger Zusammenarbeit zwischen den föderierten Teilgebieten und dem Föderalstaat entwickelt und verwaltet.

De nagestreefde doeleinden situeren zich op verschillende bevoegdheidsniveaus. Sommige daarvan zijn evenwel al juridisch geregeld voor tal van andere vaccins, onder meer zoals bedoeld in het decreet van de Vlaamse Raad van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet.

Les objectifs poursuivis se situent à différents niveaux de compétence. Toutefois, certains d'entre eux sont déjà légalement réglementés pour de nombreux autres vaccins, notamment ceux visés dans le décret du Conseil flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret.

Die verfolgten Ziele befinden sich auf unterschiedlichen Zuständigkeitsebenen. Einige von ihnen sind jedoch bereits für viele andere Impfstoffe gesetzlich reglementiert, einschließlich derjenigen, die im Dekret des Flämischen Rates vom 21. November 2003 "betreffende het preventieve gezondheidsbeleid" (präventive Gesundheitspolitik) und in den Ausführungserlassen dieses Dekrets erwähnt werden.

De verplichting tot registratie van (bepaalde) vaccins wordt reeds voorzien in Vlaamse regelgeving. Die verplichting is vandaag echter niet voorzien in regelgeving van de andere bevoegde gemeenschappen/gewesten.

L'obligation d'enregistrer (certains) vaccins est déjà prévue dans la législation flamande. Cependant, cette obligation n'est actuellement pas prévue dans la législation des autres communautés/régions compétentes.

Die Pflicht zur Registrierung von (bestimmten) Impfstoffen ist in den flämischen Rechtsvorschriften bereits vorgesehen. Diese Verpflichtung ist jedoch in den Rechtstexten der anderen zuständigen Gemeinschaften/Regionen derzeit noch nicht vorgesehen.

Het afsluiten van een samenwerkingsakkoord tussen alle gefedereerde entiteiten en de Federale Staat is noodzakelijk.

La conclusion d'un accord de coopération entre toutes les entités fédérées et l'Etat fédéral est nécessaire.

Der Abschluss eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen allen föderierten Teilgebieten und dem Föderalstaat ist demnach notwendig.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

COMMENTAIRE ARTICLES

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Artikel 1. Artikel 1 bevat een aantal definities.

Article 1^{er} L'article 1^{er} contient un certain nombre de définitions.

Artikel 1 - Artikel 1 enthält einige Begriffsbestimmungen.

Artikel 2. Artikel 2 bepaalt dat aan elke persoon die verblijft op het Belgisch grondgebied een willekeurige vaccinatiescode wordt toegekend. Deze code wordt aan betrokkene meegedeeld wanneer deze een afspraak dient te maken voor de vaccinatie of een afsprakkemoment wordt voorgesteld.

Article 2. L'article 2 dispose qu'un code de vaccination aléatoire est attribué à toute personne séjournant sur le territoire belge. Ce code est communiqué à la personne concernée lorsqu'elle doit fixer un rendez-vous pour la vaccination ou lorsqu'une date et heure de vaccination lui sont proposées.

Artikel 2 - Artikel 2 legt fest, dass jeder Person, die sich auf belgischem Staatsgebiet aufhält, ein zufälliger Impfcode zugewiesen wird. Dieser Code wird der betreffenden Person mitgeteilt, wenn sie einen Termin für die Impfung vereinbaren möchte oder ihr Datum und Uhrzeit der Impfung vorgeschlagen wird.

Daarnaast wordt de bron voor de selectie voor een uitnodiging tot vaccinatie verduidelijkt.

En outre, la source de sélection pour une invitation à se faire vacciner est précisée.

Darüber hinaus wird die Quelle für die Auswahl für eine Einladung zur Impfung angegeben.

Ten slotte legt dit artikel de verplichting op om iedere vaccinatie tegen COVID-19 te registreren in Vaccinnet door de persoon die het vaccin heeft toegediend of door zijn gevolmachtigde. De gevolmachtigde (ook medisch administratief personeel) is gehouden tot een discretieplicht.

Finalement, cet article impose l'obligation d'enregistrer chaque vaccination contre la COVID-19 dans Vaccinnet par la personne qui a administré le vaccin ou par son délégué. Le mandataire (en ce compris le personnel administratif médical) est tenu par une obligation de discrétion.

Schließlich sieht dieser Artikel die Verpflichtung vor, dass jede Impfung gegen COVID-19 von der Person, die den Impfstoff verabreicht hat, oder von deren Bevollmächtigten in Vaccinnet registriert wird. Der Bevollmächtigte (einschließlich des medizinischen Verwaltungspersonals) unterliegt der Geheimhaltungspflicht.

Artikel 3. Artikel 3 omschrijft de categorieën van persoonsgegevens, die verwerkt worden in een gegevensbank met vaccinatiescodes, gehost in de federale G-Cloud en gezamenlijk beheerd door de gefedereerde entiteiten die verantwoordelijk zijn voor de organisatie van de vaccinatie en Sciensano.

Article 3. L'article 3 définit les catégories de données à caractère personnel qui sont traitées dans une base de données des codes de vaccination, hébergée dans le G-Cloud fédéral et gérée conjointement par les entités fédérées responsables de la vaccination et Sciensano.

Artikel 3 - Artikel 3 definiert die Kategorien personenbezogener Daten, die in einer Datenbank mit Impfcodes verarbeitet werden, die in der föderalen G-Cloud gehostet und gemeinsam von den für die Organisation der Impfung zuständigen föderierten Teilgebieten und Sciensano verwaltet wird.

Deze categorieën betreffen m.b.t. elke toegekende vaccinatiescode de identiteitsgegevens van de persoon waaraan de vaccinatiescode wordt toegekend, de toegekende willekeurige vaccinatiescode, gegevens betreffende de status van de willekeurige vaccinatiescode en desgevallend een verwijzing naar het type vaccin, de datum en de plaats van toediening en het schema voor vaccinatie.

Ces catégories concernent, pour tout code de vaccination attribué, les données d'identité de la personne à laquelle le code de vaccination est attribué, le code de vaccination aléatoire attribué, les données relatives au statut du code de vaccination aléatoire et, le cas échéant, un renvoi au type de vaccination, à la date et au lieu d'administration de la vaccination et au schéma de vaccination.

Diese Kategorien enthalten für jeden zugewiesenen Impfcode die Angaben zur Identität der Person, der der Impfcode zugewiesen ist, den zugewiesenen Zufallsimpfcode, Angaben zum Status des Zufallsimpfcodes und gegebenenfalls einen Verweis auf die Art des Impfstoffs, das Datum und den Ort der Verabreichung sowie das Impfschema.

Ten slotte betreft het contactgegevens, die, indien daar beschikbaar, worden betrokken bij de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen en de authenticatiedienst CSAM.

De gegevensbank met vaccinatiescodes bevat geen medische gegevens, met uitzondering van de aanduiding van de vaccinatiestatus. Om te voorkomen dat alleen al door de opname in de gegevensbank indirect informatie over de gezondheidstoestand van een persoon wordt onthuld, krijgt elke persoon een vaccinatiescode toegewezen. De vaccinatiescode wordt alleen geactiveerd voor een persoon die wordt uitgenodigd voor vaccinatie als de bron die de persoon heeft geselecteerd het vaccin niet zelf toedient. Een actieve vaccinatiescode laat de betrokkene of het vaccinatiecentrum toe om één of twee vaccinatieplaatsen te reserveren bij een vaccinatiecentrum. Als de bron van de selectie het vaccin niet zelf toedient, leidt de selectie tot de activering van een vaccinatiescode voor de betrokkene in de gegevensbank met vaccinatiescodes. Een vaccinatiescode wordt niet geactiveerd als de persoon al gevaccineerd is.

Een persoon die geselecteerd werd voor een vaccinatie-uitnodiging kan gedeselecteerd worden als er

Il s'agit enfin de données de contact qui, lorsqu'elles y sont disponibles, sont extraites auprès des prestataires de soins, des organismes assureurs et du service d'authentification CSAM.

La base de données des codes de vaccination ne contient pas de données médicales, à l'exception de l'indication de l'état de vaccination. Afin d'éviter que le simple fait d'être inclus dans la base de données ne révèle indirectement des informations sur l'état de santé d'une personne, un code de vaccination est attribué à chaque personne. Le code de vaccination n'est activé pour une personne appelée à se faire vacciner que si la source qui a sélectionné la personne n'administre pas elle-même le vaccin. Un code de vaccination actif permet à la personne concernée ou au centre de vaccination de réserver un ou deux créneaux de vaccination dans le centre de vaccination. Si la source de sélection n'administre pas elle-même le vaccin, la sélection fait activer un code de vaccination pour la personne concernée dans la base de données des codes de vaccination. Le code de vaccination n'est pas activé lorsque la personne a déjà été vaccinée.

Une personne sélectionnée pour une convocation à se faire vacciner peut être désélectionnée si elle présente des contre-indications. Dans ce cas, le code de vaccination

Schließlich werden die Kontaktdaten, sofern verfügbar, von Pflegeanbietern, Versicherungsträgern und dem CSAM-Authentifizierungsdienst bezogen.

Die Impfcode-Datenbank enthält keine medizinischen Informationen, außer der Angabe zum Impfstatus. Um zu vermeiden, dass indirekt Informationen über den Gesundheitszustand einer Person preisgegeben werden, nur weil sie in der Datenbank enthalten ist, wird jeder Person ein Impfcode zugeordnet. Der Impfcode wird für eine zur Impfung eingeladene Person nur aktiviert, wenn die Quelle, die die Person ausgewählt hat, den Impfstoff nicht selbst verabreicht. Ein aktiver Impfcode ermöglicht es der betreffenden Person oder dem Impfzentrum, ein oder zwei Impftermine in einem Impfzentrum zu reservieren. Wenn die Quelle den Impfstoff nicht selbst verabreicht, führt die Auswahl zur Aktivierung eines Impfcodes für die betreffende Person in der Impfcode-Datenbank. Ein Impfcode wird nicht aktiviert, wenn die Person bereits geimpft wurde.

Eine Person, die für eine Impfeinladung ausgewählt wurde, kann abgewählt werden, wenn Kontraindikationen für die Impfung vorliegen. In diesem Fall wird der Impfcode in der

contra-indicaties bestaan voor de vaccinatie. In dat geval wordt de vaccinatiecode gedesactiveerd in de database met vaccinatiecodes.

est désactivé dans la base de données des codes de vaccination.

Impfcode-Datenbank deaktiviert.

Daarnaast omschrijft dit artikel de categorieën van persoonsgegevens die verwerkt worden in Vaccinnet, met name gegevens over de gevaccineerde persoon, gegevens over de persoon die het vaccin toedient, gegevens over het vaccin, gegevens over de omstandigheden van het toedienen van het vaccin, gegevens over het schema voor vaccinatie tegen COVID-19 van de persoon aan wie het vaccin wordt toegediend (m.a.w. de planning van de toegediende en toe te dienen vaccins) en gegevens over eventuele ongewenste bijwerkingen van het vaccin.

Par ailleurs, cet article définit les catégories de données à caractère personnel qui doivent être traitées dans Vaccinnet, notamment les données relatives à la personne vaccinée, les données relatives à la personne qui administre le vaccin, les données relatives aux circonstances d'administration du vaccin, les données relatives au schéma de vaccinations contre la COVID-19 de la personne à laquelle est administré le vaccin (autrement dit, le planning des vaccins administrés et des vaccins à administrer) et les données relatives aux éventuels effets indésirables du vaccin.

Darüber hinaus legt dieser Artikel die Kategorien personenbezogener Daten fest, die in Vaccinnet verarbeitet werden sollen, insbesondere Daten über die geimpfte Person, Daten über die Person, die den Impfstoff verabreicht, Daten über die Umstände der Verabreichung des Impfstoffs, Daten über das Impfschema der Person gegen COVID-19, der der Impfstoff verabreicht wird (das heißt die Planung der verabreichten und zu verabreichenden Impfstoffe) und Daten über etwaige unerwünschte Wirkungen des Impfstoffs.

De gegevens over eventuele ongewenste bijwerkingen bevinden zich enkel voor het ogenblik van de vaccinatie facultatief in Vaccinnet en niet met het oog op geneesmiddelenbewaking. Dit laat onverlet de verplichting om de gegevens over de ernstige ongewenste bijwerkingen van de vaccinatie vastgesteld tijdens of na de vaccinatie van de betrokken persoon, waarvan de persoon die het vaccin heeft toegediend of diens gevolmachtigde kennis heeft of moet hebben, te registreren. Deze ongewenste bijwerkingen worden rechtstreeks in Vigilance

Les données relatives aux effets indésirables éventuels sont disponibles à titre facultatif dans Vaccinnet, et ce uniquement pour le moment de la vaccination et non en vue de la pharmacovigilance. Ceci est sans préjudice de l'obligation d'enregistrer les données relatives aux effets indésirables de la vaccination observés pendant ou après la vaccination sur la personne concernée, dont la personne qui a administré le vaccin ou son délégué a ou devrait avoir connaissance. Les effets indésirables sont enregistrés directement dans le Vigilance Online Notification System.

Die Daten zu möglichen unerwünschten Wirkungen sind bei Vaccinnet nur als Option zum Zeitpunkt der Impfung und nicht für die Zwecke der Pharmakovigilanz verfügbar. Dies gilt unbeschadet der Verpflichtung, Daten über unerwünschte Wirkungen aufzuzeichnen, die während oder nach der Impfung der betreffenden Person beobachtet wurden und von denen die Person, die den Impfstoff verabreicht hat, oder ihr Bevollmächtigter Kenntnis hat oder haben sollte. Unerwünschte Wirkungen werden direkt im "Vigilance

Online Notification System
geregistreerd.

Online Notification System"
registriert.

Het gebruik van het unieke identificatienummer is absoluut noodzakelijk in dit kader, aangezien de vaccinatiestatus te allen tijde moet kunnen worden gelinkt aan een persoon die op eenduidige wijze wordt bepaald en cruciale informatie bevat voor een kwalitatieve zorgverstrekking.

L'utilisation du numéro d'identification unique est absolument nécessaire dans ce cadre, étant donné que l'état de vaccination doit à tout moment pouvoir être lié à une personne déterminée de manière univoque et qu'il contient des informations cruciales pour une prestation de soins de qualité.

Die Verwendung der einmaligen Erkennungsnummer ist in diesem Rahmen absolut notwendig, da der Impfstatus jederzeit einer eindeutig bestimmten Person zugeordnet werden können muss und er entscheidende Informationen für die Qualität der Pflegeleistung enthält.

Tevens wordt het gebruik van een uniek identificatienummer per zorggebruiker doorheen de Belgische gezondheidsinformatie-systemen opgelegd in artikel 8 van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform. Dit samenwerkingsakkoord en de wet van 21 augustus 2008 bevatten maatregelen om de risico's bij het gebruik van een uniek identificatienummer te vermijden.

En outre, l'utilisation d'un numéro d'identification unique par utilisateur de soins dans l'ensemble des systèmes belges relatifs aux données de santé est imposée par l'article 8 de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plateforme eHealth. Le présent accord de coopération et la loi du 21 août 2008 prévoient des mesures permettant d'éviter les risques en cas d'utilisation d'un numéro d'identification unique.

Die Verwendung einer einmaligen Erkennungsnummer pro Nutzer des Gesundheitswesens in den belgischen Gesundheitssystemen ist auch in Artikel 8 des Gesetzes vom 21. August 2008 zur Einrichtung und Organisation der eHealth-Plattform und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen vorgeschrieben. Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen und das Gesetz vom 21. August 2008 enthalten Maßnahmen zur Vermeidung der mit der Verwendung einer einmaligen Erkennungsnummer verbundenen Risiken.

Daarnaast is, ongeacht het uniek nummer, een koppeling van gegevens enkel toegelaten na preventieve controle aan de hand van een beraadslaging van het informatieveiligheidscomité.

En outre, quel que soit le numéro unique, un couplage des données est uniquement autorisé après un contrôle préventif sur la base d'une délibération du Comité de sécurité de l'information.

Darüber hinaus wird unabhängig von der einmaligen Nummer eine Datenverknüpfung nur nach einer präventiven Kontrolle auf der Grundlage einer Beratung des Informationssicherheitsausschusses genehmigt.

Met de plaats waar het vaccin wordt toegediend wordt niet het precieze adres bedoeld, maar wel de aanduiding of bijvoorbeeld de vaccinatie is geschied bij een huisarts, in een bepaald bedrijf, in een bepaalde collectiviteit of in een bepaalde vaccinatiepost. Dit is bijvoorbeeld nuttig om de vaccinatiegraad binnen bedrijven of collectiviteiten te kunnen vaststellen, of om bij een niet-werkzaam vaccin te kunnen teruggaan naar relevante omstandigheden van de vaccinatie.

Par le lieu d'administration du vaccin, on n'entend pas l'adresse précise, mais l'indication selon laquelle la vaccination a par exemple eu lieu chez un médecin généraliste, dans une entreprise déterminée, dans une collectivité déterminée ou dans un poste de vaccination déterminé. Ceci est, par exemple, utile pour pouvoir déterminer le taux de vaccination au sein des entreprises ou des collectivités, ou pour revenir sur les circonstances pertinentes de la vaccination en cas de vaccin inefficace.

Mit dem Ort, an dem der Impfstoff verabreicht wird, bezieht man sich nicht auf die genaue Adresse, sondern darauf, ob die Impfung zum Beispiel bei einem Allgemeinmediziner, in einem bestimmten Unternehmen, in einer bestimmten Personengemeinschaft oder in einem bestimmten Impfzentrum durchgeführt wird. Dies ist zum Beispiel sinnvoll, um die Durchimpfungsrate innerhalb von Unternehmen oder Personengemeinschaften zu ermitteln oder um im Falle eines unwirksamen Impfstoffs auf relevante Umstände der Impfung zurückgreifen zu können.

Artikel 4. Artikel 4 omschrijft per gegevensbank de verwerkingsdoeleinden; het betreft in het algemeen volgende doeleinden:

Article 4. L'article 4 décrit les finalités de traitement par base de données; il s'agit dans l'ensemble des finalités suivantes:

Artikel 4 - In Artikel 4 werden die Verarbeitungszwecke für die Datenbanken beschrieben, die im Allgemeinen wie folgt lauten:

- een kwalitatieve zorgverstrekking aan de betrokkene;
- de geneesmiddelenbewaking;
- de traceerbaarheid van de vaccins;
- het beheren van schema's voor vaccinatie tegen COVID-19 en het inplannen van vaccinatiemomenten, onder meer door de vaccinatiecentra;

- des soins de qualité pour la personne concernée ;
- la pharmacovigilance;
- la traçabilité des vaccins;
- la gestion de schémas de vaccination contre la COVID-19 et la planification des plages de vaccination, notamment par les centres de vaccination;

- Bereitstellung einer qualitativ hochwertigen Pflege für die betreffende Person,
- Pharmakovigilanz,
- Rückverfolgbarkeit von Impfstoffen,
- Verwaltung der COVID-19-Impfschemas und Planung der Impftermine, unter anderem durch die Impfzentren,

- | | | |
|--|--|---|
| - de logistieke organisatie van de vaccinatie tegen COVID-19; | - l'organisation logistique de la vaccination contre la COVID-19; | - logistische Organisation der Impfung gegen COVID-19, |
| - het bepalen van de (anonieme) vaccinatiegraad tegen COVID-19 van de bevolking; | - la détermination du taux de vaccination (anonyme) contre la COVID-19 de la population; | - Ermittlung der (anonymen) Durchimpfungsrate der Bevölkerung gegen COVID-19, |
| - het organiseren van de contactopsporing; | - l'organisation du traçage des contacts ; | - Organisation der Kontaktrückverfolgung, |
| - het uitvoeren van de monitoring en surveillance na vergunning van de vaccins; | - l'exécution du suivi et de la surveillance post-autorisation des vaccins ; | - Durchführung der Überwachung und Kontrolle der Impfstoffe nach der Zulassung, |
| - de berekening van de verdeling van de kosten voor de vaccinatie tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten; | - le calcul de la répartition des coûts de vaccination entre l'Etat fédéral et les entités fédérées ; | - Berechnung der Aufteilung der Impfkosten zwischen dem Föderalstaat und den föderierten Teilgebieten, |
| - het ondersteunen van wetenschappelijk onderzoek, onder meer inzake de doeltreffendheid en de veiligheid van de vaccins; | - le soutien de la recherche scientifique, notamment en matière d'efficacité et de sécurité des vaccins ; | - Unterstützung der wissenschaftlichen Forschung, insbesondere zur Wirksamkeit und Sicherheit von Impfstoffen, |
| - het informeren en sensibiliseren van zorggebruikers met betrekking tot de COVID-19 vaccinatie door zorgverleners; | - l'information et la sensibilisation des utilisateurs de soins concernant la vaccination contre la COVID-19 par les prestataires de soins ; | - Information und Sensibilisierung von Nutzern des Gesundheitswesens bezüglich der Impfung gegen COVID-19 durch Pflegeanbieter, |
| - het uitnodigen van personen voor vaccinatie tegen COVID-19 door de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen, de vaccinatiecentra, de federale overheid, de bevoegde gefedereerde entiteiten en de lokale besturen. | - l'invitation des personnes à se faire vacciner contre la COVID-19 par les prestataires de soins, les organismes assureurs, les centres de vaccination, l'autorité fédérale, les entités fédérées compétentes et les administrations locales. | - Einladung zur Impfung gegen COVID-19 durch Pflegeanbieter, Versicherungsträger, Impfzentren, die Föderalbehörde, die zuständigen föderierten Teilgebiete und lokale Behörden. |

Het belang van de link met contact tracing dient te worden beklemtoond. Hierbij kan onder meer gedacht worden aan volgende scenario's:

Il y a lieu de souligner l'importance du rapport avec le traçage des contacts. Les scénarios suivants sont notamment envisageables :

Die Bedeutung des Zusammenhangs mit der Kontaktrückverfolgung ist hier hervorzuheben. Die folgenden Szenarien müssen

nämlich berücksichtigt werden:

- | | | |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - het advies dat door het contactcenter dient te worden gegeven kan verschillen naargelang iemand al dan niet gevaccineerd is; - de bron is gevaccineerd maar heeft een aantal contacten besmet; dit betreft een geval van vaccin failure of een variant strain waar het vaccin niet tegen beschermt en dus heel belangrijke informatie voor de volksgezondheid; - de bron is niet gevaccineerd, waardoor anderen besmet geraakt zijn; - contacten kunnen gevaccineerd zijn, waardoor de epidemie uitdooft; - contacten zijn niet gevaccineerd, waarbij de epidemie verder actief in kaart moet worden gebracht. | <ul style="list-style-type: none"> - l'avis qui doit être formulé par le centre de contact peut varier en fonction du fait qu'une personne a ou non été vaccinée ; - la source est vaccinée mais a infecté plusieurs contacts ; il s'agit d'un cas d'échec du vaccin ou d'un variant de la souche contre lequel le vaccin n'offre pas de protection et donc d'informations très importantes pour la santé publique ; - la source n'est pas vaccinée, ce qui a causé l'infection d'autres personnes ; - les contacts sont susceptibles d'être vaccinés, ce qui permet à l'épidémie de s'éteindre; - les contacts ne sont pas vaccinés, il y a donc lieu de continuer à cartographier activement l'épidémie. | <ul style="list-style-type: none"> - die durch das Kontaktzentrum zu erteilenden Empfehlungen können sich unterscheiden, je nachdem, ob jemand geimpft wurde oder nicht, die Quelle wurde geimpft, hat aber eine Reihe von Kontakten infiziert; dies ist ein Fall von Impfversagen oder ein Variantenstamm, gegen den der Impfstoff nicht schützt. Es handelt sich daher um eine sehr wichtige Information für die Volksgesundheit, die Quelle wurde nicht geimpft, so dass sich andere Personen infiziert haben, - Kontakte können geimpft worden sein, wodurch die Epidemie abebbt, - Kontakte sind nicht geimpft worden, so dass die Epidemie weiter aktiv kartiert werden muss. |
|--|---|--|

De gegevens die in het kader van dit samenwerkingsakkoord worden ingezameld, mogen niet voor andere doeleinden dan die voorzien in dit akkoord worden gebruikt.

Les données collectées dans le cadre du présent accord de coopération ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues dans le présent accord.

Die im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erhobenen Daten dürfen nicht für andere als die in diesem Abkommen vorgesehenen Zwecke verwendet werden.

Ten slotte moet het gebruik van de gegevens uit de gegevensbanken vanzelfsprekend in overeenstemming zijn met artikel 14 van het Europees

Finalement, l'utilisation des données des bases de données doit évidemment être conforme à l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, aux

Schließlich muss die Verwendung der Daten aus den Datenbanken mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention, Artikel 10 und 11 der

Verdrag voor de Rechten van de Mens, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

articles 10 et 11 de la Constitution et à la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.

Verfassung und dem Gesetz vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung übereinstimmen.

Elke zorggebruiker heeft steeds het recht een vaccinatieattest te verkrijgen. Dit kan evenwel nooit leiden tot een discriminatie ten aanzien van de zorggebruikers.

Tout utilisateur de soins a le droit d'obtenir une attestation de vaccination. Cette attestation ne peut cependant jamais donner lieu à une discrimination à l'égard des utilisateurs de soins.

Jeder Nutzer des Gesundheitswesens hat immer das Recht, eine Impfbescheinigung zu erhalten. Diese Bescheinigung darf jedoch niemals zu einer Diskriminierung von Nutzern des Gesundheitswesens führen.

Artikel 5. Artikel 5 bepaalt dat een voorafgaande beraadslaging van de kamer "sociale zekerheid en gezondheid" van het Informatieveiligheidscomité vereist is voor de mededeling van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3 aan instanties met een opdracht van algemeen belang nodig voor de doeleinden waarmee deze instanties door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie zijn belast en van deze gegevens na anonimisering, of minstens pseudonimisering aan de onderzoeksinstellingen voor wetenschappelijke of statistische studies.

Article 5. L'article 5 dispose qu'une délibération préalable de la chambre « sécurité sociale et santé » du Comité de sécurité de l'information est requise pour la communication des données à caractère personnel visées à l'article 3 à des instances chargées d'une mission d'intérêt public pour les finalités dont ces instances sont chargées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance et pour la communication de ces données, après anonymisation, ou à tout le moins pseudonymisation, aux centres de recherche pour la réalisation d'études scientifiques ou statistiques.

Artikel 5 - Gemäß Artikel 5 ist für die Übermittlung der in Artikel 3 erwähnten personenbezogenen Daten an Einrichtungen mit einem Auftrag von öffentlichem Interesse für Zwecke, mit denen diese Einrichtungen durch oder aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz beauftragt sind, und für die Übermittlung dieser Daten nach Anonymisierung oder zumindest Pseudonymisierung an Forschungseinrichtungen zur Durchführung wissenschaftlicher oder statistischer Studien ein vorheriger Beschluss der Kammer "Soziale Sicherheit und Gesundheit" des Informationssicherheitsausschusses erforderlich.

Het Informatieveiligheidscomité kan enkel beraadslagingen verlenen voor concrete gegevensuitwisselingen binnen het kader van huidig samenwerkingsakkoord en dus in geen geval zelf andere verwerkingsdoeleinden noch categorieën van persoonsgegevens vaststellen.

Le Comité de sécurité de l'information peut uniquement délibérer pour des échanges de données concrets dans le cadre du présent accord de coopération et ne peut donc, en aucun cas, déterminer d'autres finalités de traitement, ni catégories de données à caractère personnel.

Der Informationssicherheitsausschuss kann nur einen Beschluss über den konkreten Datenaustausch im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens fassen und kann daher nicht selbst andere Verarbeitungszwecke oder Kategorien personenbezogener Daten festlegen.

Het Informatieveiligheidscomité publiceert op het eGezondheidsportaal een precieze functionele beschrijving van de informatiesystemen die worden opgezet voor de uitvoering van dit akkoord en de informatiestromen tussen deze informatiesystemen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beraadslaging van het Informatieveiligheidscomité.

Le Comité de sécurité de l'information publie sur le portail eSanté une description fonctionnelle précise des systèmes d'information mis en place pour la mise en œuvre du présent accord et des flux d'informations entre ces systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une délibération du Comité de sécurité de l'information.

Der Informationssicherheitsausschuss veröffentlicht auf dem eGesundheit-Portal eine genaue Funktionsbeschreibung der Informationssysteme, die zur Umsetzung des vorliegenden Abkommens eingerichtet wurden, und der Informationsflüsse zwischen diesen Informationssystemen, die Gegenstand eines Beschlusses durch den Informationssicherheitsausschuss waren.

Het gebruik van een gemeenschappelijke gegevensbank sluit niet uit dat verschillende, eventueel gefedereerde entiteit-specifieke eindgebruikersinterfaces worden gebruikt voor het voeden of raadplegen van de gemeenschappelijke gegevensbank.

L'utilisation d'une base de données commune n'exclut pas que différentes interfaces utilisateur final, éventuellement spécifiques à une entité fédérée, soient utilisées pour alimenter ou consulter la base de données commune.

Die Verwendung einer gemeinsamen Datenbank schließt nicht aus, dass verschiedene Endbenutzerschnittstellen, möglicherweise spezifisch für ein föderiertes Teilgebiet, zur Einspeisung oder Abfrage der gemeinsamen Datenbank verwendet werden.

Artikel 6. De gegevens m.b.t. de vaccinatiecodes worden bewaard tot 5 dagen na de dag van publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19-epidemie afkondigt. Zolang de pandemie duurt is in dit kader immers een nauwgezette opvolging noodzakelijk.

Article 6. Les données relatives au code de vaccination sont conservées jusqu'à 5 jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté royal annonçant la fin de l'épidémie due au coronavirus COVID-19. Un suivi minutieux doit être assuré dans ce cadre aussi longtemps que dure la pandémie.

Artikel 6 - Die Daten zum Impfcode werden bis fünf Tage, gerechnet ab dem Tag nach dem Tag der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses zur Erklärung der Beendigung des Zustands der Epidemie des Coronavirus COVID-19, aufbewahrt. In der Tat ist, solange die Pandemie andauert, eine genaue Nachverfolgung in diesem Zusammenhang notwendig.

Daarnaast regelt het artikel de bewaringstermijn van de persoonsgegevens van Vaccinnet gedurende 30 jaar na de vaccinatie tegen COVID-19 en in elk geval tot minstens 1 jaar na het overlijden van de persoon waaraan het vaccin werd toegediend.

En outre, l'article 6 régit la durée de conservation des données à caractère personnel de Vaccinnet pendant 30 ans à compter de la date de vaccination contre la COVID-19 et en tout cas pendant un an au moins après le décès de la personne qui a reçu le vaccin.

Der Artikel regelt auch die Aufbewahrungsfrist der personenbezogenen Daten von Vaccinnet, und zwar sind diese Daten dreißig Jahre nach dem Datum der Impfung gegen COVID-19 und in jedem Fall mindestens ein Jahr nach dem Tod der Person, der der Impfstoff verabreicht wurde, aufzubewahren.

Naast het belang voor de zorggebruiker en de zorgverleners om ten allen tijde een juist beeld te hebben van de toegediende vaccinaties is deze bewaringstermijn vereist voor een correcte opvolging m.b.t. eventuele bijwerkingen of noodzakelijke hernieuwingen, zeker voor vaccins waarvan mogelijke bijwerkingen en duur van de bescherming vandaag nog niet zijn bekend. De bewaartermijn van 30 jaar ligt in lijn met de bewaartermijn van het medisch dossier. De

Outre l'importance pour l'utilisateur de soins et les prestataires de soins d'avoir à tout moment une idée précise des vaccinations administrées, ce délai de conservation est requis pour un suivi correct des effets secondaires éventuels ou des rappels nécessaires, surtout pour les vaccins pour lesquels des effets indésirables potentiels et la durée de protection ne sont pas encore connus. La durée de conservation de 30 ans coïncide avec la durée de conservation du dossier médical. La durée de

Neben der Wichtigkeit für den Nutzer des Gesundheitswesens und die Pflegeanbieter, jederzeit ein genaues Bild der verabreichten Impfungen zu haben, ist diese Aufbewahrungsfrist für eine korrekte Nachverfolgung möglicher Nebenwirkungen oder notwendiger Auffrischungen erforderlich, insbesondere bei Impfstoffen, für die mögliche Nebenwirkungen und die Dauer der Schutzwirkung noch nicht bekannt sind. Die Aufbewahrungsfrist von

bewaartermijn laat daarnaast een longitudinale opvolging voor wetenschappelijk onderzoek toe. Ten slotte is deze bewaartermijn van belang in het kader van de aansprakelijkheidsregels ten aanzien van betrokken actoren, gelet op de onzekerheid inzake de mogelijke ongewenste bijwerkingen op lange termijn.

conservation permet par ailleurs un suivi longitudinal à des fins de recherche scientifique. Enfin, ce délai de conservation est important dans le cadre des règles de responsabilité vis-à-vis des acteurs concernés, étant donné l'incertitude relative aux potentiels effets indésirables sur le long terme.

dreißig Jahren stimmt mit der Aufbewahrungsfrist der medizinischen Akte überein. Die Aufbewahrungsfrist ermöglicht auch eine Längsschnittüberwachung für wissenschaftliche Forschungszwecke. Schließlich ist diese Aufbewahrungsfrist im Zusammenhang mit den Haftungsregeln für die beteiligten Parteien wichtig, angesichts der Ungewissheit bezüglich möglicher unerwünschter Auswirkungen auf lange Sicht.

Ten slotte mag een beperkte set van gegevens gelinkt aan laboresultaten uit Gegevensbank I van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 niet gewist worden na 60 dagen. Deze gegevens zijn namelijk nodig voor de operationele processen en de doeleinden gelinkt aan de vaccinatieregistraties. Het gaat daarbij enerzijds om het doeleinde van geneesmiddelenbewaking. Voor dit doeleinde kan er in het kader van zogenaamde "break through cases", waarbij een gevaccineerde persoon alsnog COVID-19 krijgt, aan het betrokken labo gevraagd worden om een "whole genome sequencing" uit te voeren om de oorzaak van vaccin failure te kunnen onderzoeken. Daarnaast is de bewaring van deze gegevens ook langer nodig voor het doeleinde van logistieke organisatie van de vaccinaties tegen COVID-19. Gegevens

Enfin, un ensemble limité de données en lien avec les résultats de laboratoire provenant de la Base de données I de l'Accord de coopération du 25 août 2020 ne peut pas être supprimé après 60 jours. Ces données sont, en effet, nécessaires pour les processus opérationnels et les finalités liés aux enregistrements des vaccinations. À cet égard, il s'agit dans un premier temps de la finalité de pharmacovigilance. Pour cette finalité, dans le cadre des cas dits « de percée » ou « break through cases », il pourra être demandé au laboratoire concerné, pour une personne vaccinée qui développe malgré tout la COVID-19, d'effectuer un séquençage du génome complet afin d'analyser la cause de l'échec des vaccinations. Par ailleurs, la conservation de ces données pendant une période plus longue est aussi nécessaire pour la finalité de

Schließlich darf ein begrenzter Satz von Daten, die mit Laborergebnissen aus der Datenbank I des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 verknüpft sind, nicht nach sechzig Tagen gelöscht werden. Diese Daten sind in der Tat für die operationellen Abläufe und Zwecke im Zusammenhang mit der Registrierung von Impfungen erforderlich. Dies betrifft zunächst den Zweck der Pharmakovigilanz. Zu diesem Zweck kann im Rahmen sogenannter "Durchbruchsfälle", bei denen sich eine geimpfte Person dennoch mit COVID-19 infiziert, das beteiligte Labor aufgefordert werden, eine "Gesamtgenomsequenzierung" durchzuführen, um die Ursache des Impfversagens zu untersuchen. Darüber hinaus ist die Speicherung dieser Daten auch während eines längeren Zeitraums zum Zwecke der logistischen

over voorgaande besmettingen, waarbij er reeds een zekere immuniteit aanwezig is, kunnen namelijk relevant zijn in de keuzes voor prioritisering van vaccinatie-doelgroepen.

l'organisation logistique des vaccinations contre la COVID-19. Les données relatives aux contaminations antérieures qui ont permis d'acquérir une certaine immunité, peuvent, en effet, être pertinentes lorsqu'il y a lieu de déterminer la priorité de vaccination des groupes cibles.

Organisation von COVID-19-Impfungen erforderlich. Daten über frühere Infektionen, die bereits zum Erwerb einer gewissen Immunität geführt haben, können in der Tat relevant sein, wenn es darum geht, die Priorität der Impfung von Zielgruppen zu bestimmen.

Artikel 7. Artikel 7 wijst de verwerkingsverantwoordelijk en aan bij de bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, en de federale overheid, ieder voor hun bevoegdheid.

Article 7. L'article 7 définit les responsables du traitement des données auprès des entités fédérées compétentes ou des agences désignées par les entités fédérées compétentes et de l'autorité fédérale, chacune pour leur compétence.

Artikel 7 - In Artikel 7 werden die für die Datenverarbeitung Verantwortlichen bei den zuständigen föderierten Teilgebieten oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten benannten Agenturen und die Föderalbehörde, jeweils für ihre eigene Zuständigkeit, bestimmt.

Zij sluiten een protocol af met betrekking tot hun verantwoordelijkheden inzake de uitoefening van de rechten van de betrokken personen en het verstrekken van informatie.

Ils concluent un protocole concernant leurs responsabilités en matière d'exercice des droits des personnes concernées et de fourniture d'informations.

Sie schließen ein Protokoll über ihre Verantwortlichkeiten in Bezug auf die Ausübung der Rechte der betroffenen Personen und die Bereitstellung von Informationen.

Artikel 8. Artikel 8 regelt de beslechting van geschillen tussen de partijen door een samenwerkingsgerecht.

Article 8. L'article 8 régit le règlement des litiges entre les parties par une juridiction de coopération.

Artikel 8 - In Artikel 8 wird die Beilegung von Streitigkeiten zwischen den Parteien durch ein Zusammenarbeitsgericht geregelt.

Artikel 9. Artikel 9 draagt de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid op om toezicht te houden op de uitvoering en naleving van de bepalingen van het

Article 9. L'article 9 charge la Conférence interministérielle Santé publique de la mission de surveiller la mise en œuvre et le respect des dispositions

Artikel 9 - In Artikel 9 wird die Interministerielle Konferenz "Volksgezondheid" beauftragt, die Umsetzung und Einhaltung der Bestimmungen des

samenwerkingsakkoord en om aanpassingen voor te stellen.	de l'accord de coopération et de proposer des adaptations.	Zusammenarbeitsabkommens zu überwachen und Anpassungen vorzuschlagen.
--	--	---

Artikel 10. Artikel 10 voorziet in de mogelijkheid, in onderling akkoord tussen de bevoegde gefedereerde entiteiten, om de gegevens uit Vaccinnet te migreren naar een andere gemeenschappelijke gegevensbank. Desgevallend blijven alle bepalingen van dit akkoord van toepassing.	Article 10. L'article 10 prévoit la possibilité de migrer, de commun accord entre les entités fédérées compétentes, les données de Vaccinnet dans une autre base de données commune. Le cas échéant, l'ensemble des dispositions du présent accord restent d'application.	Artikel 10 - In Artikel 10 wird die Möglichkeit vorgesehen, die Vaccinnet-Daten im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den zuständigen föderierten Teilgebieten in eine andere gemeinsame Datenbank zu migrieren. Soweit anwendbar, gelten alle Bestimmungen des vorliegenden Abkommens weiterhin.
--	--	---

Artikel 11. Artikel 11 bevat een opheffingsbepaling.	Article 11. L'article 11 concerne une disposition abrogatoire.	Artikel 11 - Artikel 11 betrifft eine Aufhebungsbestimmung.
---	---	--

Artikel 12. Artikel 12 regelt de uitwerking in de tijd van het samenwerkingsakkoord en voorziet in de mogelijkheid van de herziening of de opheffing ervan.	Article 12. L'article 12 régit les effets dans le temps de l'accord de coopération et prévoit la possibilité de le réviser ou révoquer.	Artikel 12 - In Artikel 12 wird der zeitliche Geltungsbereich des Zusammenarbeitsabkommens festgelegt und seine Änderung oder Beendigung geregelt.
--	--	---

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot vaccinaties tegen COVID-19

Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement de données relatives aux vaccinations contre la COVID-19

Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit Impfungen gegen COVID-19

Overwegende de Verordening (EG) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van de Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

Considérant le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données);

In Erwägung der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I en 6bis, §1, §2, 1° en 2° en 92bis;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment ses articles 5, §1er, I, 6bis, §1^{er}, § 2, 1° et 2° et 92bis;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und insbesondere der Artikel 5 § 1 römisch I, 6bis § 1, § 2 Nr. 1 und 2 und 92bis;

Overwegende de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, §2;

Considérant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4, § 2 ;

In Erwägung des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, des Artikels 4 § 2;

Overwegende de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, artikel 4, §1, derde lid, 3° en 4°.	Considérant la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, et notamment l'article 4, §1, alinéa 3, 3° et 4°.	In Erwägung des Gesetzes vom 20. Juli 2006 über die Schaffung und die Arbeitsweise der Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte und insbesondere des Artikels 4 § 1 Absatz 3 Nr. 3 und 4;
Overwegende het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten;	Considérant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles;	In Erwägung des Erlasses des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 23. April 2009 "relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles"/"betreffende de profylaxe tegen overdraagbare ziekten" (Prophylaxe bei übertragbaren Krankheiten);
Overwegende het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 47/17bis,	Considérant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 47/17bis;	In Erwägung des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Aktion und Gesundheit, des Artikels 47/17bis;
Overwegende het decreet van 17 juli 2002 van de Franse Gemeenschap houdende hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort O.N.E, artikel 2, §2. 8°;	Considérant le décret du 17 juillet 2002 de la Communauté française portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E, l'article 2, §2. 8 ;	In Erwägung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juli 2002 "portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E" (Reform des Geburten- und Kinderhilfsamts), des Artikels 2 § 2 Nr. 8;
Overwegende het decreet van 18 februari 2016 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de gezondheidspromotie;	Considérant le décret du 18 février 2016 relatif à la promotion de la santé;	In Erwägung des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission vom 18. Februar 2016 "relatif à la promotion de la santé"/"betreffende de gezondheidspromotie" (Gesundheitsförderung);

Overwegende het feit dat de Gemeenschappen en Gewesten in het algemeen bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid;	Considérant que les Communautés et Régions sont, d'une façon générale, compétentes en matière de politique de santé;	In der Erwägung, dass die Gemeinschaften und Regionen im Allgemeinen für den Bereich Gesundheitspolitik zuständig sind;
Overwegende dat een aantal materies met betrekking tot het gezondheidsbeleid tot de bevoegdheid blijven behoren van de Federale Staat;	Considérant qu'un certain nombre de matières liées à la politique de santé continuent à relever de la compétence de l'Etat fédéral;	In der Erwägung, dass eine bestimmte Anzahl von Angelegenheiten der Gesundheitspolitik weiterhin in die Zuständigkeit des Föderalstaates fallen;
Overwegende het decreet van het Vlaamse Parlement van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid, artikel 43, §3;	Considérant le décret du Conseil flamand du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, l'article 43, §3 ;	In Erwägung des Dekrets des Flämischen Rats vom 21. November 2003 "betreffende het preventieve gezondheidsbeleid" (präventive Gesundheitspolitik), des Artikels 43 § 3;
Overwegende het decreet van 1 juni 2004 betreffende de gezondheidspromotie en inzake medische preventie;	Considérant le décret du 1er juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale;	In Erwägung des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention;
Overwegende het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet;	Considérant l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret;	In Erwägung des Erlasses der Flämischen Regierung vom 16. Mai 2014 "houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet" (Bestimmungen zur Ausführung des Dekrets vom 21. November 2003 über präventive Gesundheitspolitik

und zur Abänderung der Ausführungserlasse);

Overwegende het ministerieel besluit van 29 januari 2015 tot het bepalen, van het vaccinatieschema voor Vlaanderen, artikel 9;

Considérant l'arrêté ministériel du 29 janvier 2015 fixant le schéma de vaccination pour la Flandre, l'article 9 ;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 29. Januar 2015 zur Festlegung des Impfschemas für Flandern, des Artikels 9;

Overwegende de ordonnantie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid;

Considérant l'ordonnance du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé;

In Erwägung der Ordonnanz vom 19. Juli 2007 "relative à la politique de prévention en santé"/"betreffende het preventieve gezondheidsbeleid" (präventive Gesundheitspolitik);

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord tot stand is gekomen met respect voor de bevoegdheidsverdeling die krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen aan de verschillende bevoegdheidsniveaus werden toegekend dankzij een intense samenwerking in de schoot van de Interministeriële Conferentie die kadert in een lange traditie van samenwerking binnen de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus van ons land;

Considérant que cet accord de coopération a pu être réalisé en respect de la répartition de compétences qui en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles ont été attribuées aux différents niveaux de pouvoirs grâce à une collaboration intense au sein de la Conférence Interministérielle qui s'inscrit dans une longue tradition de collaboration au sein de la Conférence Interministérielle de santé entre les différents niveaux de pouvoirs de notre pays ;

In der Erwägung, dass vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen unter Wahrung der Verteilung - aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen - der Zuständigkeiten auf die verschiedenen Zuständigkeitsebenen abgeschlossen werden konnte dank der intensiven Zusammenarbeit in der Interministeriellen Konferenz, die sich in eine lange Tradition der Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Befugnisebenen unseres Landes innerhalb der Interministeriellen Konferenz Volksgesundheit einreicht;

Overwegende dat het van vitaal belang is voor de volksgezondheid en voor het vermijden van een

Considérant qu'il est d'une importance vitale pour la santé publique et pour éviter une résurgence de la pandémie liée

In der Erwägung, dass es für die Volksgesundheit und zur Vermeidung eines Wiederaufflammens der

heropflakking van de COVID-19-pandemie, dat de nodige maatregelen inzake de vaccinaties kunnen worden genomen;

au COVID-19, que les mesures nécessaires en matière des vaccinations puissent être prises;

COVID-19-Pandemie von entscheidender Bedeutung ist, dass die im Bereich der Impfungen notwendigen Maßnahmen ergriffen werden können;

Overwegende dat, in het kader van de vaccinatie COVID-19, een registratie van de vaccinatiegegevens in een gemeenschappelijke databank, door zowel Vlaamse, Brusselse, Waalse als Duitstalige vaccinatoren, absoluut noodzakelijk is voor verschillende doeleinden;

Considérant que, dans le cadre de la vaccination contre la COVID-19, un enregistrement des données de vaccination dans une base de données commune par les vacinateurs flamands, bruxellois, wallons et germanophones est absolument nécessaire pour diverses finalités;

In der Erwägung, dass im Rahmen der Impfung gegen COVID-19 die Registrierung von Impfdaten in einer gemeinsamen Datenbank durch flämische, Brüsseler, wallonische und deutschsprachige Impfberechtigte zu verschiedenen Zwecken absolut erforderlich ist;

is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten

il est nécessaire de conclure un accord de coopération,

ist es notwendig, ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen

TUSSEN

ENTRE

ZWISCHEN

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, en Frank Vandenbroucke, Vice-eerste Minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne de Alexander De Croo, Premier Ministre, et de Frank Vandenbroucke, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;

dem Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, und von Frank Vandenbroucke, Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit,

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon, Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, ICT en Facilitair Management, en Wouter Beke, Vlaams

La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Jan Jambon, Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la TI et les Services généraux, et de Wouter Beke,

der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person von Jan Jambon, Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister der Außenpolitik, der Kultur, der IKT und der Allgemeinen Dienste, und von Wouter

Minister van Welzijn, Volksgezondheid, Gezin en Armoedebestrijding;

Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté;

Beke, Flämischer Minister des Wohlbefindens, der Volksgesundheits, der Familie und der Armutsbekämpfung;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-President en Bénédicte Linard, Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Valérie Glatigny, minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel;

La Communauté française, représentée par son gouvernement en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-Président, de Bénédicte Linard, Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes et de Valérie Glatigny, ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la promotion sociale, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles ;

der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Pierre-Yves Jeholet, Ministerpräsident, von Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, und von Valérie Glatigny, Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, wissenschaftliche Forschung, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, Sport und die Promotion von Brüssel,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-President van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;

La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon et de Christie Morreale, Vice-Présidente du Gouvernement wallon et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes;

der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und von Christie Morreale, Vizepräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Frauenrechte,

<p>De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-Minister-President en Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;</p>	<p>La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne de Oliver Paasch, Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et de Antonios Antoniadis, Vice-Ministre-Président et Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement;</p>	<p>der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen, und von Antonios Antoniadis, Vize-Ministerpräsident und Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen,</p>
---	---	--

<p>De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;</p>	<p>La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van den Brandt, membres ayant la Santé et l'Action sociale dans leurs attributions;</p>	<p>der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und von Alain Maron und Elke Van den Brandt, für die Gesundheit und die Soziale Aktion zuständige Mitglieder,</p>
--	---	---

<p>De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-President belast met de promotie van de gezondheid en Alain Maron Minister belast met Maatschappelijk welzijn en Gezondheid;</p>	<p>La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-Présidente chargée de la promotion de la santé et Alain Maron, Ministre chargé de l'action sociale et de la santé;</p>	<p>der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in der Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin, beauftragt mit der Gesundheitsförderung, und Alain Maron, Minister, beauftragt mit sozialer Aktion und Gesundheit.</p>
---	--	--

<p>Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:</p>	<p>Article 1er. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par :</p>	<p>Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens versteht man unter:</p>
--	---	---

<p>1° vaccinatie tegen COVID-19: de toediening van een vaccin tegen COVID-19;</p>	<p>1° vaccination contre la COVID-19: l'administration d'un vaccin contre la COVID-19;</p>	<p>1. "Impfung gegen COVID-19": die Verabreichung eines Impfstoffs gegen COVID-19,</p>
---	--	--

<p>2° gegevensbank met vaccinatiescodes: de gegevensbank met vaccinatiescodes, gezamenlijk</p>	<p>2° la base de données des codes de vaccination : la base de données contenant les codes de vaccination qui est</p>	<p>2. "Impfcode-Datenbank": die Datenbank, die die Impfcodes enthält und gemeinsam von den für die Organisation der</p>
--	---	---

beheerd door de gefedereerde entiteiten die verantwoordelijk zijn voor de organisatie van de vaccinatie en Sciensano;	gérée conjointement par les entités fédérées responsables de l'organisation de la vaccination et Sciensano ;	Impfung zuständigen föderierten Teilgebieten und Sciensano verwaltet wird,
3° Vaccinnet: het registratiesysteem bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet;	3° Vaccinnet : le système d'enregistrement visé à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret;	3. "Vaccinnet": das Registrierungssystem, das in Artikel 9 des Erlasses der Flämischen Regierung vom 16. Mai 2014 "houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet" (Bestimmungen zur Ausführung des Dekrets vom 21. November 2003 über präventive Gesundheitspolitik und zur Abänderung der Ausführungserlasse) erwähnt ist,
4° Rijksregister: het Rijksregister van de natuurlijke personen bedoeld in de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;	4° Registre national: le Registre national des personnes physiques visé dans la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;	4. "Nationalregister": das Nationalregister der natürlichen Personen, das im Gesetz vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen erwähnt ist,
5° Kruispuntbankregisters: de Kruispuntbankregisters bedoeld in artikel 4 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;	5° registres Banque Carrefour : les registres Banque Carrefour visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;	5. "Register der Zentralen Datenbank": die Register der Zentralen Datenbank, die in Artikel 4 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnt sind,
6° verzekeringsinstellingen: de verzekeringsinstellingen bedoeld in artikel 2, i) van de wet betreffende de verplichte	6° les organismes assureurs : les organismes assureurs visés à l'article 2, i), de la loi relative à l'assurance	6. "Versicherungsträger": die Versicherungsträger, die in Artikel 2 Buchstabe i) des am 14. Juli 1994 koordinierten

verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;	obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;	Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung erwähnt sind,
--	---	--

7° zorgverlener: een gezondheidszorgbeoefenaar zoals bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen en de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsenijsbereidkunde, de kinesitherapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen;	7° prestataire de soins: un professionnel de la santé visé par la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé et par la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales ;	7. "Pflegeanbieter": eine Berufsfachkraft im Gesundheitswesen, die im koordinierten Gesetz vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe und im Gesetz vom 29. April 1999 über die nicht konventionellen Praktiken in den Bereichen Heilkunde, Arzneikunde, Heilgymnastik, Krankenpflege und im Bereich der Heilhilfsberufe erwähnt ist,
---	--	---

8° Algemene Verordening Gegevens-bescherming: de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.	8° Règlement général sur la Protection des Données : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.	8. "Datenschutz-Grundverordnung": die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.
--	--	--

Art. 2. § 1. Aan elke persoon die verblijft op het Belgisch grondgebied wordt een willekeurige vaccinatiecode toegekend. Wanneer een persoon wordt geselecteerd voor een uitnodiging tot vaccinatie overeenkomstig de vaccinatiestrategie, vastgesteld door de bevoegde autoriteiten, en de betrokkene voor de vaccinatie een afspraak wenst te maken of	Art. 2. §1^{er}. Un code de vaccination aléatoire est attribué à toute personne séjournant sur le territoire belge. Lorsqu'une personne est sélectionnée pour une invitation à se faire vacciner conformément à la stratégie de vaccination définie par les autorités compétentes, et que la personne concernée souhaite fixer un rendez-vous pour la vaccination ou qu'un	Art. 2 - § 1 - Jeder Person, die sich auf belgischem Staatsgebiet aufhält, wird ein zufälliger Impfcode zugewiesen. Wird eine Person für eine Einladung zur Impfung gemäß der von den zuständigen Behörden festgelegten Impfstrategie ausgewählt und möchte die betreffende Person einen Termin für die Impfung vereinbaren oder wird ihr ein
---	---	--

<p>hem een afspraakmoment wordt voorgesteld, wordt hem daartoe de hem toegekende vaccinatiescode meegedeeld.</p>	<p>rendez-vous lui est proposé, le code de vaccination qui lui a été attribué est communiqué.</p>	<p>Termin vorgeschlagen, wird ihr der ihr zugewiesene Impfcode mitgeteilt.</p>
--	---	--

<p>De selectie van een persoon overeenkomstig de vaccinatiestrategie, bedoeld in het eerste lid, geschiedt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - op basis van informatie afkomstig van het Rijksregister of de Kruispuntbankregisters indien ze geschiedt op basis van leeftijdsriteria; - door de verzekeringsinstellingen en/of de behandelende arts van de betrokkene indien ze geschiedt op basis van de gezondheidstoestand van de betrokkene; - op basis van informatie beschikbaar bij de federale staat en/of de gefedereerde entiteiten en/of de werkgever indien ze geschiedt op basis van het beroep of de tewerkstellingsplaats van de betrokkene. 	<p>La sélection d'une personne conformément à la stratégie de vaccination visée à l'alinéa 1^{er} intervient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la base des informations provenant du Registre national ou des registres Banque Carrefour si elle intervient sur la base de critères d'âge ; - par les organismes assureurs et/ou le médecin traitant de la personne concernée si elle intervient sur la base de l'état de santé de la personne concernée ; - sur la base d'informations disponibles auprès de l'Etat fédéral et/ou des entités fédérées et/ou de l'employeur si elle intervient sur la base de la profession ou du lieu d'occupation de la personne concernée. 	<p>Die Auswahl einer Person gemäß der in Absatz 1 erwähnten Impfstrategie erfolgt:</p> <ul style="list-style-type: none"> - auf der Grundlage von Informationen aus dem Nationalregister oder den Registern der Zentralen Datenbank, wenn sie aufgrund von Alterskriterien durchgeführt wird, - durch die Versicherungsträger und/oder den behandelnden Arzt der betreffenden Person, wenn sie aufgrund des Gesundheitszustands der betreffenden Person durchgeführt wird, - auf der Grundlage von Informationen, die beim Föderalstaat und/oder den föderierten Teilgebieten und/oder dem Arbeitgeber zur Verfügung stehen, wenn sie aufgrund des Berufs oder des Orts der Beschäftigung der betreffenden Person durchgeführt wird.
---	--	---

<p>§2. De vaccinaties tegen COVID-19 die worden toegediend op het grondgebied van België worden door de persoon die het vaccin heeft toegediend of onder wiens toezicht de vaccinatie gebeurt, geregistreerd in Vaccinnet.</p>	<p>§2. Les vaccinations contre la COVID-19 qui sont administrées sur le territoire belge sont enregistrées dans Vaccinnet par la personne qui a administré le vaccin ou par la personne sous la surveillance de laquelle la vaccination a lieu.</p>	<p>§ 2 - Impfungen gegen COVID-19, die auf belgischem Staatsgebiet verabreicht werden, werden in Vaccinnet von der Person registriert, die den Impfstoff verabreicht hat, oder von der Person, unter deren Aufsicht die Impfung stattfindet.</p>
--	---	--

De persoon, vermeld in het eerste lid, kan voor de registratie in Vaccinnet een gevolmachtigde aanduiden, die onder zijn verantwoordelijkheid, de registratie in Vaccinnet verricht.

La personne mentionnée à l'alinéa 1^{er}, peut désigner pour l'enregistrement dans Vaccinnet, un délégué qui réalisera l'enregistrement dans Vaccinnet sous sa responsabilité.

Die in Absatz 1 erwähnte Person kann für die Registrierung in Vaccinnet einen Bevollmächtigten bestimmen, der unter ihrer Verantwortung die Registrierung in Vaccinnet vornimmt.

Het gebruik van Vaccinnet met betrekking tot de vaccins tegen Covid-19 gebeurt met inachtneming van de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord.

L'utilisation de Vaccinnet pour ce qui concerne les vaccins contre la Covid-19 se fait dans le respect des dispositions du présent accord de coopération.

Die Verwendung von Vaccinnet für Covid-19-Impfstoffe erfolgt unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens

Art. 3. § 1. Met betrekking tot elke vaccinatiecode bedoeld in artikel 2 § 1 worden de volgende categorieën van gegevens geregistreerd in een gegevensbank met vaccinatiecodes:

Art. 3. § 1^{er}. Pour tout code de vaccination visé à l'article 2, § 1^{er}, les catégories de données suivantes sont enregistrées dans une base de données des codes de vaccination :

Art. 3 - § 1 - Für die in Artikel 2 § 1 erwähnten Impfcodes werden folgende Datenkategorien in einer Impfcode-Datenbank registriert:

1° identiteitsgegevens betreffende de persoon waaraan de vaccinatiecode wordt toegediend, met name het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de naam, de voornaam, het geslacht, de geboortedatum, de hoofdverblijfplaats, en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum. Deze gegevens worden voor zover ze beschikbaar zijn, op basis van het vermelde identificatienummer betrokken bij het Rijksregister en de Kruispuntbankregisters;

1° données d'identité relatives à la personne à laquelle le code de vaccination est attribué, à savoir le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, la résidence principale et, le cas échéant, la date de décès. Pour autant qu'elles soient disponibles, ces données sont consultées sur la base du numéro d'identification précité dans le Registre national et les registres Banque Carrefour;

1. Angaben zur Identität der Person, der der Impfcode zugewiesen ist, und zwar die in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer, Name, Vorname, Geschlecht, Geburtsdatum, Hauptwohntort und gegebenenfalls Sterbedatum. Diese Daten werden, sofern verfügbar, aufgrund der vorerwähnten Erkennungsnummer im Nationalregister und den Registern der Zentralen Datenbank abgefragt,

2° de toegekende willekeurige vaccinatietcode;	2° le code de vaccination aléatoire attribué;	2. zugewiesener Zufallsimpfcode,
3° gegevens met betrekking tot de status van de willekeurige vaccinatietcode, inzonderheid het feit of de vaccinatie geactiveerd of gedesactiveerd is, de bron van de activering, bedoeld in artikel 2 ,§1, tweede lid, (zonder dat hieruit enige informatie mag voortvloeien over de gezondheidstoestand van de betrokkene), de tijdstippen van activering en desactivering van de willekeurige vaccinatietcode of de tijdstippen van gebruik voor reservering van een vaccinatie;	3° les données relatives au statut du code de vaccination aléatoire, notamment le fait que la vaccination a été activée ou désactivée, la source de l'activation visée à l'article 2, § 1 ^{er} , alinéa 2 (sans pour autant pouvoir en déduire des informations relatives à l'état de santé de la personne concernée), la date et l'heure d'activation et de désactivation du code de vaccination aléatoire ou la date et l'heure d'utilisation du code pour la réservation d'une vaccination;	3. Angaben zum Status des Zufallsimpfcodes, insbesondere die Tatsache, dass die Impfung aktiviert oder deaktiviert wurde, die Quelle der in Artikel 2 § 1 Absatz 2 erwähnten Aktivierung (ohne dass aus diesen Angaben Informationen über den Gesundheitszustand der betreffenden Person abgeleitet werden können), Datum und Uhrzeit der Aktivierung und Deaktivierung des Zufallsimpfcodes oder Datum und Uhrzeit der Verwendung des Codes für die Reservierung einer Impfung,
4° de contactgegevens van de persoon waaraan de willekeurige vaccinatietcode is toegekend, of van zijn vertegenwoordiger, bedoeld in de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, met inbegrip van het telefoonnummer en e-mailadres; deze gegevens worden, voor zover ze daar beschikbaar zijn, op basis van het identificatienummer bedoeld in 1° betrokken bij de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen of bij de authenticatiedienst, bedoeld in artikel 9 van de wet van 18 juli 2017 inzake elektronische identificatie;	4° les données de contact de la personne à laquelle le code de vaccination aléatoire a été attribué, ou de son représentant, visé dans la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, en ce compris le numéro de téléphone et l'adresse électronique; ces données sont, pour autant qu'elles soient disponibles, extraites sur la base du numéro d'identification visé au 1° auprès des prestataires de soins, des organismes assureurs ou auprès du service d'identification visé à l'article 9 de la loi du 18 juillet 2017 relative à l'identification électronique ;	4. die Kontaktdaten der Person, der der Zufallsimpfungscode zugewiesen wurde, oder ihres im Gesetz vom 22. August 2002 über die Rechte des Patienten erwähnten Vertreters, einschließlich der Telefonnummer und der E-Mail-Adresse; diese Daten werden, sofern verfügbar, auf der Grundlage der in Nr. 1 erwähnten Erkennungsnummer bei den Pflegeanbietern, den Versicherungsträgern oder bei dem in Artikel 9 des Gesetzes vom 18. Juli 2017 über die elektronische Identifizierung erwähnten Identifizierungsdienst abgefragt,
5° indien de persoon waaraan de willekeurige vaccinatietcode is toegekend,	5° si la personne à laquelle le code de vaccination aléatoire a été attribué a déjà fait l'objet	5. falls die Person, der der Zufallsimpfcode zugewiesen wurde, bereits geimpft worden

reeds het voorwerp heeft uitgemaakt van een vaccinatie, de (verwijzing naar de) relevante gegevens bedoeld in § 2, 3° tot en met 5° die op hem betrekking hebben.

d'une vaccination, les données pertinentes visées au §2, 3° à 5°, qui la concernent (ou le renvoi à ces données).

ist, die in § 2 Nr. 3 bis 5 erwähnten relevanten Daten, die sie betreffen (oder den Verweis auf diese Daten).

§2. Met betrekking tot elke vaccinatie bedoeld in artikel 2, §2 worden de volgende categorieën van gegevens geregistreerd in Vaccinnet:

§2. Pour chaque vaccination visée à l'article 2, §2 les catégories de données suivantes sont enregistrées dans Vaccinnet:

§ 2 - Für die in Artikel 2 § 2 erwähnten Impfungen werden folgende Datenkategorien in Vaccinnet registriert:

1° identiteitsgegevens betreffende de persoon waaraan het vaccin wordt toegediend, met name het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, de naam, de voornaam, het geslacht, de geboortedatum, de hoofdverblijfplaats, en, in voorkomend geval, de overlijdensdatum. Deze gegevens worden voor zover ze beschikbaar zijn, op basis van het vermelde identificatienummer betrokken bij het Rijksregister en de Kruispuntbankregisters;

1° des données d'identité de la personne à laquelle le vaccin a été administré, notamment le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, le lieu de résidence principale et, le cas échéant, la date de décès. Ces données sont collectées sur la base du numéro d'identification précité, pour autant qu'elles soient disponibles, auprès du registre national et des registres Banque Carrefour;

1. Angaben zur Identität der Person, der die Impfung verabreicht worden ist, insbesondere die in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer, Name, Vorname, Geschlecht, Geburtsdatum, Hauptwohntort und gegebenenfalls Sterbedatum. Diese Daten werden, sofern verfügbar, aufgrund der vorerwähnten Erkennungsnummer beim Nationalregister und beim Register der Zentralen Datenbank erfasst,

2° identiteitsgegevens betreffende de persoon die het vaccin heeft toegediend, met name het identificatienummer bedoeld in artikel 8 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid of het RIZIV-nummer;

2° des données d'identité de la personne qui a administré le vaccin, notamment le numéro d'identification visé à l'article 8 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ou le numéro INAMI;

2. Angaben zur Identität der Person, die die Impfung verabreicht hat, insbesondere die in Artikel 8 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Erkennungsnummer oder LIKIV-Nummer,

3° gegevens betreffende het vaccin, met name het merk, het lotnummer en het identificatienummer van het vaccin;	3° des données relatives au vaccin, notamment la marque, le numéro de lot et le numéro d'identification du vaccin;	3. Daten, die sich auf den Impfstoff beziehen, insbesondere Marke, Chargennummer und Kennzeichnungsnummer des Impfstoffs,
4° de datum en de plaats van toediening van elke dosis van het vaccin;	4° la date et le lieu d'administration de chaque dose du vaccin;	4. Datum und Ort der Verabreichung jeder Impfstoffdosis,
5° gegevens over het schema voor vaccinatie tegen COVID-19 van de persoon waaraan het vaccin wordt toegediend;	5° des données relatives au schéma de vaccinations contre la COVID-19 de la personne à laquelle est administré le vaccin;	5. Daten über das Impfschema der Person gegen COVID-19, der der Impfstoff verabreicht wird,
6° gegevens over de ongewenste bijwerkingen vastgesteld tijdens of na de vaccinatie van de betrokken persoon, waarvan de persoon die het vaccin heeft toegediend of diens gevolmachtigde kennis heeft of moet hebben.	6° des données relatives aux effets indésirables observés pendant ou après la vaccination sur la personne concernée, dont la personne qui a administré le vaccin ou son délégué a ou devrait avoir connaissance.	6. Daten über unerwünschte Wirkungen, die während oder nach der Impfung bei der betreffenden Person beobachtet wurden und von denen die Person, die den Impfstoff verabreicht hat, oder ihr Bevollmächtigter Kenntnis hat oder haben sollte.
Art. 4. §1. De verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3, §1, beoogt de volgende verwerkingsdoeleinden:	Art. 4. § 1 ^{er} . Le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 3, § 1 ^{er} , poursuit les finalités de traitement suivantes:	Art. 4 - § 1 - Die in Artikel 3 § 1 erwähnte Verarbeitung personenbezogener Daten dient folgenden Verarbeitungszwecken:
1° het beheren van schema's voor vaccinatie tegen COVID-19 per te vaccineren of gevaccineerde persoon en het inplannen van vaccinatiemomenten, onder meer door de vaccinatiencentra;	1° gérer les schémas de vaccination contre la COVID-19 par personne à vacciner ou par personne vaccinée et planifier les créneaux de vaccination, notamment par les centres de vaccination ;	1. Verwaltung der COVID-19-Impfschemas pro zu impfende beziehungsweise geimpfte Person und Planung der Impftermine, unter anderem durch die Impfzentren,
2° het uitnodigen van personen voor vaccinatie tegen COVID-19 door de zorgverleners, de verzekeringsinstellingen, de	2° inviter les personnes à se faire vacciner contre la COVID-19 par les prestataires de soins, les organismes assureurs, les centres de	2. Einladung zur Impfung gegen COVID-19, durch Pflegeanbieter, Versicherungsträger, Impfzentren, die

vaccinatiecentra, de federale overheid, de bevoegde gefedereerde entiteiten en de lokale besturen.	vaccination, l'autorité fédérale, les entités fédérées compétentes et les administrations locales.	Föderalbehörde, die zuständigen föderierten Teilgebiete und lokale Behörden.
§2. De verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3, §2, beoogt de volgende verwerkingsdoeleinden:	§ 2. Le traitement des données à caractère personnel visées à l'article 3, § 2, vise les finalités de traitement suivantes:	§ 2 - Die in Artikel 3 § 2 erwähnte Verarbeitung personenbezogener Daten dient folgenden Verarbeitungszwecken:
1° het verstrekken van gezondheidszorg en behandelingen, zoals bedoeld in artikel 9, 2, h van de Algemene Verordening Gegevensbescherming;	1° la prestation de soins de santé et de traitements, telle que visée à l'article 9, 2, h du Règlement général sur la Protection des données;	1. Gesundheitspflege- und Behandlungsleistungen im Sinne von Artikel 9 Nr. 2 Buchstabe h) der Datenschutz-Grundverordnung,
2° de geneesmiddelenbewaking van de vaccins tegen COVID-19, overeenkomstig artikel 12sexies van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen en de gedetailleerde richtsnoeren bekendgemaakt door de Europese Commissie in de "Module VI –Verzameling, beheer en indiening van meldingen van vermoedelijke bijwerkingen van geneesmiddelen (GVP)", zoals ze voorkomen in de laatst beschikbare versie, en zoals bedoeld in artikel 4, paragraaf 1, 3e lid, 3°, van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;	2° la pharmacovigilance des vaccins contre la COVID-19, conformément à l'article 12sexies de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments et aux lignes directrices détaillées publiées par la Commission européenne dans le "Module VI - Collecte, gestion et transmission des notifications d'effets indésirables présumés des médicaments (GVP)", telles qu'elles figurent dans la dernière version disponible, et visées à l'article 4, paragraphe 1, 3° de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé ;	2. Pharmakovigilanz von Impfstoffen gegen COVID-19 gemäß Artikel 12sexies des Gesetzes vom 25. März 1964 über Arzneimittel und den ausführlichen Leitlinien, die von der Europäischen Kommission in "Modul VI - Sammlung, Verwaltung und Weitergabe von Berichten über vermutete Nebenwirkungen von Arzneimitteln (GVP)" in der neuesten verfügbaren Fassung veröffentlicht wurden und auf die in Artikel 4 § 1 Nr. 3 des Gesetzes vom 20. Juli 2006 über die Schaffung und die Arbeitsweise der Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte Bezug genommen wird,
3° de traceerbaarheid van de vaccins tegen COVID-19 teneinde de opvolging van "rapid alerts van vigilantie" en "rapid alerts van kwaliteit" te	3° la traçabilité des vaccins contre la COVID-19 afin d'assurer le suivi des "rapid alerts de vigilance" et "rapid alerts de qualité" visées à	3. Rückverfolgbarkeit von Impfstoffen gegen COVID-19, um die Weiterverfolgung des "Rapid Alert Systems für Vigilanzfragen" und des

verzekeren zoals bedoeld in zoals bedoeld in artikel 4, paragraaf 1, 3e lid, 3°, e, en 4°, j, van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten;	l'article 4, paragraphe 1, 3ème alinéa, 3°, e, et 4°, j, de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé;	"Rapid Alert Systems für Qualitätsfragen", wie in Artikel 4 § 1 Absatz 3 Nr. 3 Buchstabe e) und Nr. 4 Buchstabe j) des Gesetzes vom 20. Juli 2006 über die Schaffung und die Arbeitsweise der Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte erwähnt, zu gewährleisten,
4° het beheren van schema's voor vaccinatie tegen COVID-19 per te vaccineren of gevaccineerde persoon en het inplannen van vaccinatiemomenten, onder meer door de vaccinatiecentra;	4° la gestion de schémas de vaccinations contre la COVID-19 par personne à vacciner ou vaccinée et la planification des plages de vaccination, notamment par les centres de vaccination;	4. Verwaltung der COVID-19-Impfschemas pro zu impfende beziehungsweise geimpfte Person und Planung der Impftermine, unter anderem durch die Impfzentren,
5° de logistieke organisatie van de vaccinatie tegen COVID-19, na anonimisering van de gegevens of ten minste pseudonimisering van de gegevens voor het geval dat de anonimisering de logistieke organisatie niet mogelijk zou maken;	5° l'organisation logistique de la vaccination contre la COVID-19, après anonymisation des données ou à tout le moins pseudonymisation des données dans l'hypothèse où l'anonymisation ne permettrait pas de réaliser l'organisation logistique;	5. logistische Organisation der Impfung gegen COVID-19, nach Anonymisierung der Daten oder zumindest Pseudonymisierung der Daten, falls eine Anonymisierung die logistische Organisation nicht ermöglichen würde,
6° het bepalen van de vaccinatiegraad tegen COVID-19 van de bevolking;	6° la détermination du taux de vaccination contre la COVID-19 de la population;	6. Ermittlung der Durchimpfungsrate der Bevölkerung gegen COVID-19,
7° het organiseren van de contactopsporing in uitvoering van het Samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke	7° l'organisation du suivi des contacts en exécution de l'Accord de coopération du 25 août 2020 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune, concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les	7. Organisation der Kontaktermittlung in Ausführung des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen

gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangewezen contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano;

centres de contact désignés par les entités fédérées compétentes ou par les agences compétentes, par les services d'inspections d'hygiène et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présomées) infectées par le coronavirus COVID-19 se fondant sur une base de données auprès de Sciensano;

Gemeinschaftskommission in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektionsdienste und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der Grundlage einer Datenbank bei Sciensano,

8° het uitvoeren van de monitoring en surveillance na vergunning van de vaccins overeenkomstig de goede praktijken aanbevolen door de Wereldgezondheidsorganisatie, na anonimisering van de gegevens of ten minste pseudonimisering van de gegevens voor het geval dat de anonimisering de monitoring en surveillance na vergunning niet mogelijk zou maken;

8° l'exécution du suivi et de la surveillance post-autorisation des vaccins conformément aux bonnes pratiques recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé, après anonymisation des données ou à tout le moins pseudonymisation des données dans l'hypothèse où l'anonymisation ne permettrait pas de réaliser le suivi et la surveillance post-autorisation;

8. Durchführung der Überwachung und Kontrolle der Impfstoffe nach der Zulassung in Übereinstimmung mit den von der Weltgesundheitsorganisation empfohlenen guten Praktiken nach Anonymisierung der Daten oder zumindest Pseudonymisierung der Daten, falls eine Anonymisierung die Überwachung und Beobachtung nach der Zulassung nicht ermöglichen würde,

9° onverminderd de regelgeving inzake de ziekteverzekering, de berekening van de verdeling van de kosten voor de vaccinatie tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten, na anonimisering van de gegevens of ten minste pseudonimisering van de gegevens voor het geval dat de anonimisering de berekening

9° sans préjudice de la réglementation relative à l'assurance maladie, le calcul de la répartition des coûts de vaccination entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, après anonymisation des données ou à tout le moins pseudonymisation des données dans l'hypothèse où l'anonymisation ne permettrait pas de réaliser le calcul de répartition;

9. unbeschadet der Vorschriften über die Krankenversicherung, Berechnung der Aufteilung der Impfkosten zwischen dem Föderalstaat und den föderierten Teilgebieten nach Anonymisierung der Daten oder zumindest Pseudonymisierung der Daten, falls eine Anonymisierung die Berechnung der Aufteilung nicht ermöglichen würde,

van de verdeling niet mogelijk zou maken;

10° het uitvoeren van wetenschappelijke of statistische studies, in overeenstemming met titel 4 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, na anonimisering, of minstens pseudonimisering, voor het geval dat anonimisering niet zou toelaten de wetenschappelijke of statistische studie uit te voeren;

11° het informeren en sensibiliseren van zorggebruikers met betrekking tot de COVID-19 vaccinatie door zorgverleners.

§3. De gegevens die in het kader van dit samenwerkingsakkoord worden ingezameld, mogen niet voor andere doeleinden dan die voorzien in dit akkoord worden gebruikt.

Art. 5. Onverminderd artikel 4, §3, is een voorafgaande beraadslaging van de kamer “sociale zekerheid en gezondheid” van het Informatieveiligheidscomité bedoeld in de wet van 5 september 2018 tot oprichting van het Informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van de Algemene

10° l'exécution d'études scientifiques ou statistiques, conformément au titre 4 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, après anonymisation, ou à tout le moins pseudonymisation, dans l'hypothèse où l'anonymisation ne permettrait pas de réaliser l'étude scientifique ou statistique.

11° l'information et la sensibilisation des utilisateurs de soins concernant la vaccination contre la COVID-19 par les prestataires de soins.

§3. Les données collectées dans le cadre du présent accord de coopération ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues dans le présent accord.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 4, § 3, une délibération préalable de la chambre « sécurité sociale et santé » du Comité de sécurité de l'information visé dans la loi du 5 septembre 2018 instituant le Comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement général sur la protection des données est

10. Durchführung wissenschaftlicher oder statistischer Studien gemäß Titel 4 des Gesetzes vom 30. Juli 2018 über den Schutz natürlicher Personen hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten nach Anonymisierung oder zumindest Pseudonymisierung, falls eine Anonymisierung die Durchführung der wissenschaftlichen oder statistischen Studie nicht ermöglichen würde,

11. Information und Sensibilisierung von Nutzern des Gesundheitswesens bezüglich der Impfung gegen COVID-19 durch Pflegeanbieter.

§ 3 - Die im Rahmen des vorliegenden Zusammenwerksabkommens erhobenen Daten dürfen nicht für andere als die in diesem Abkommen vorgesehenen Zwecke verwendet werden.

Art. 5 - Unbeschadet des Artikels 4 § 3 ist für die Übermittlung der in Artikel 3 erwähnten personenbezogenen Daten an Einrichtungen mit einem Auftrag öffentlichen Interesses für Zwecke, mit denen diese Einrichtungen durch oder aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz beauftragt sind, und für die Übermittlung dieser Daten nach

<p>Verordening Gegevensbescherming vereist voor de mededeling van de persoonsgegevens bedoeld in artikel 3 aan instanties met een opdracht van algemeen belang nodig voor de doeleinden waarmee deze instanties door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie zijn belast en van deze gegevens na anonimisering, of minstens pseudonimisering aan de onderzoeksinstellingen voor wetenschappelijke of statistische studies.</p>	<p>requis pour la communication des données à caractère personnel visées à l'article 3 à des instances ayant une mission d'intérêt public pour les finalités dont sont chargées ces instances par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance et pour la communication de ces données après anonymisation ou, à tout le moins pseudonymisation, à des institutions de recherche pour la réalisation d'études scientifiques ou statistiques.</p>	<p>Anonymisierung oder zumindest Pseudonymisierung an Forschungseinrichtungen zur Durchführung wissenschaftlicher oder statistischer Studien ein vorheriger Beschluss der Kammer "Soziale Sicherheit und Gesundheit" des im Gesetz vom 5. September 2018 zur Schaffung des Informationssicherheitsausschusses und zur Abänderung verschiedener Gesetze zur Ausführung der Datenschutz-Grundverordnung erwähnten Informationssicherheitsausschusses erforderlich.</p>
---	--	--

<p>Het Informatieveiligheidscomité publiceert op het eGezondheidsportal een precieze functionele beschrijving van de informatiesystemen die worden opgezet voor de uitvoering van dit besluit en de informatiestromen tussen deze informatiesystemen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beraadslaging van het Informatieveiligheidscomité.</p>	<p>Le Comité de sécurité de l'information publie sur le portail eSanté une description fonctionnelle précise des systèmes d'information mis en place pour la mise en œuvre du présent arrêté et des flux d'informations entre ces systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une délibération du Comité de sécurité de l'information.</p>	<p>Der Informationssicherheitsausschuss veröffentlicht auf dem eHealth-Portal eine genaue Funktionsbeschreibung der Informationssysteme, die zur Umsetzung des vorliegenden Abkommens eingerichtet wurden, und der Informationsflüsse zwischen diesen Informationssystemen, die Gegenstand eines Beschlusses des Informationssicherheitsausschusses waren.</p>
--	--	--

Art. 6. § 1. De gegevens bedoeld in artikel 3 § 1 worden bewaard tot 5 dagen na de dag van publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19-epidemie afkondigt.

Art. 6. § 1^{er}. Les données visées à l'article 3, § 1^{er}, sont conservées jusqu'à 5 jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté royal annonçant la fin de l'épidémie due au coronavirus COVID-19.

Art. 6 - § 1 - Die in Artikel 3 § 1 erwähnten Daten werden bis fünf Tage, gerechnet ab dem Tag nach dem Tag der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses zur Erklärung der Beendigung des Zustands der Epidemie des Coronavirus COVID-19, aufbewahrt.

36

§2. De gegevens bedoeld in artikel 3, §2, worden bewaard gedurende 30 jaar na de vaccinatie tegen COVID-19 of in elk geval tot minstens 1 jaar na het overlijden van de persoon waaraan het vaccin werd toegediend.

§3. In afwijking van artikel 15, §1 van het samenwerkingsakkoord van 25 augustus 2020 tussen de Federale staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de gezamenlijke gegevensverwerking door Sciensano en de door de bevoegde gefedereerde entiteiten of door de bevoegde agentschappen aangeduide contactcentra, gezondheidsinspecties en mobiele teams in het kader van een contactonderzoek bij personen die (vermoedelijk) met het coronavirus COVID-19 besmet zijn op basis van een gegevensbank bij Sciensano, moeten de volgende gegevens van personen categorie I, II en III niet worden gewist uiterlijk zestig dagen na het opslaan ervan:

- het INSZ-nummer;
- de datum, het resultaat, het staalnummer en het type van de coronavirus COVID-19-test;
- het RIZIV-nummer van het labo dat de coronavirus

§2. Les données visées à l'article 3, §2, sont conservées pendant 30 ans à compter de la date de vaccination contre la COVID-19 et en tout cas pendant un an au moins après le décès de la personne qui a reçu le vaccin.

§ 3. Par dérogation à l'article 15, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 25 août 2020 conclu entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune concernant le traitement conjoint de données par Sciensano et les centres de contact désignés par les autorités régionales compétentes ou par les agences compétentes, par les inspections sanitaires et par les équipes mobiles dans le cadre d'un suivi des contacts auprès des personnes (présumées) infectées par le coronavirus COVID-19 sur la base d'une base de données auprès de Sciensano, les données suivantes des personnes de catégories I, II et III ne doivent pas être effacées au plus tard dans les soixante jours suivant leur enregistrement :

- le numéro NISS ;
- la date, le résultat, le numéro de l'échantillon et le type de test contre le coronavirus COVID-19 ;
- le numéro INAMI du laboratoire qui a réalisé le

§ 2 - Die in Artikel 3 § 2 erwähnten Daten werden dreißig Jahre nach dem Datum der Impfung gegen COVID-19 und in jedem Fall mindestens ein Jahr nach dem Tod der Person, der der Impfstoff verabreicht wurde, aufbewahrt.

§ 3 - In Abweichung von Artikel 15 § 1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 25. August 2020 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission in Bezug auf die gemeinsame Verarbeitung von Daten durch Sciensano und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten oder von den zuständigen Agenturen bestimmten Kontaktzentren, Gesundheitsinspektionsdiensten und mobilen Teams im Rahmen einer Kontaktermittlung bei (vermutlich) mit dem Coronavirus COVID-19 infizierten Personen auf der Grundlage einer Datenbank bei Sciensano müssen folgende Daten von Personen der Kategorien I, II und III nicht spätestens sechzig Tage nach ihrer Speicherung gelöscht werden:

- ENSS,
- Datum, Ergebnis, Testnummer und Art des COVID-19-Coronavirustests,
- LIKIV-Nummer des Labors, das den COVID-

COVID-19-test heeft uitgevoerd.	test contre le coronavirus COVID-19.	19-Coronavirustest durchgeführt hat.
Deze gegevens worden gewist uiterlijk 5 dagen na de dag van publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van de coronavirus COVID-19-epidemie afkondigt.	Ces données sont effacées au plus tard 5 jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté royal annonçant la fin de l'épidémie due au coronavirus COVID-19.	Diese Daten werden spätestens nach fünf Tagen, gerechnet ab dem Tag nach dem Tag der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses zur Erklärung der Beendigung des Zustands der Epidemie des Coronavirus COVID-19, gelöscht.
Art. 7. §1. De bevoegde gefedereerde entiteiten of de door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangewezen agentschappen, en de federale overheid treden, ieder voor hun bevoegdheid, op als verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens bedoeld in dit samenwerkingsakkoord.	Art. 7. §1. Les entités fédérées compétentes ou les agences désignées par les entités fédérées compétentes et l'autorité fédérale agissent, chacune pour leur compétence, en tant que responsables du traitement des données à caractère personnel visées dans le présent accord de coopération.	Art. 7 - § 1 - Die zuständigen föderierten Teilgebiete oder die von den zuständigen föderierten Teilgebieten und der Föderalbehörde bestimmten Agenturen handeln jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich als Verantwortliche für die Verarbeitung der im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen erwähnten personenbezogenen Daten.
Het gaat meer bepaald over de volgende entiteiten of agentschappen:	Il s'agit plus précisément des entités ou agences suivantes:	Konkret handelt es sich um folgende Einrichtungen beziehungsweise Agenturen:
1° voor de personen die gevaccineerd worden op het grondgebied van het Vlaams Gewest of in een instelling in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad die wegens zijn organisatie moet worden beschouwd als een instelling die uitsluitend behoort tot de Vlaamse Gemeenschap: het Agentschap Zorg en Gezondheid;	1° pour les personnes qui sont vaccinées sur le territoire de la Région flamande ou dans un établissement de la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui en raison de son organisation doit être considéré comme un établissement appartenant exclusivement à la Communauté flamande: het Agentschap Zorg en Gezondheid;	1. für Personen, die auf dem Gebiet der Flämischen Region oder in einer Einrichtung der zweisprachigen Region Brüssel-Hauptstadt geimpft werden, die aufgrund ihrer Organisation als ausschließlich zur Flämischen Gemeinschaft gehörig betrachtet werden muss: die "Agentschap Zorg en Gezondheid",

2° voor de personen waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is: l'Office de la Naissance et de l'Enfance;	2° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Communauté française: l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;	2. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaft fallen: das "Office de la Naissance et de l'Enfance",
3° voor de personen waarvoor het Waals Gewest bevoegd is : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;	3° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Région Wallonne : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ;	3. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen: die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles",
4° voor de personen waarvoor de Gemeenschappelijke Gemeenschaps-commissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd is : de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;	4° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale : la Commission communautaire commune;	4. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt fallen: die Gemeinsame Gemeinschaftskommission,
5° voor de personen waarvoor de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad bevoegd is: de Franse Gemeenschapscommissie;	5° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale : la Commission communautaire française;	5. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt fallen: die Französische Gemeinschaftskommission,
6° voor de personen waarvoor de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.	6° pour les personnes qui ressortissent des compétences de la Communauté germanophone: Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.	6. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
7° voor de personen waarvoor de Federale Overheid bevoegd is: Sciensano.	7° pour les personnes qui ressortissent des compétences de l'Autorité fédérale: Sciensano.	7. für Personen, die in den Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde fallen: Sciensano.
§2. Sciensano, de bevoegde gefedereerde entiteiten en door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen, ieder binnen diens	§2. Sciensano, les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes, chacune dans son domaine de compétence, définissent de	§ 2 - Sciensano, die zuständigen föderierten Teilgebiete und die von den föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen bestimmen jeweils in ihrem

bevoegdheidssfeer, bepalen op transparante wijze hun respectieve verantwoordelijkheden, met name wat betreft de uitoefening van de rechten van de betrokkene en het verstrekken van informatie. Hiertoe sluiten Sciensano, de bevoegde gefedereerde entiteiten en door de bevoegde gefedereerde entiteiten aangeduide agentschappen een protocol af waarin de respectieve rollen en relaties van de gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijk en ten opzichte van de betrokkenen bepaald worden.

manière transparente leurs responsabilités respectives, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée et la fourniture d'informations. À cette fin, Sciensano, les entités fédérées compétentes et les agences désignées par les entités fédérées compétentes concluent un protocole définissant les rôles et les relations respectives des responsables conjoints du traitement vis-à-vis des personnes concernées.

Zuständigkeitsbereich auf transparente Weise ihre jeweilige Verantwortung, insbesondere was die Ausübung der Rechte der betreffenden Personen und die Bereitstellung von Informationen betrifft. Zu diesem Zweck schließen Sciensano, die zuständigen föderierten Teilgebiete und die von den zuständigen föderierten Teilgebieten bestimmten Agenturen ein Protokoll, in dem die jeweiligen Rollen und Beziehungen der gemeinsam für die Verarbeitung Verantwortlichen den betreffenden Personen gegenüber festgelegt werden.

Art. 8. De geschillen tussen de partijen bij dit samenwerkingsakkoord met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel 92bis, §5 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De aanwijzingsmethode voor de leden van het samenwerkingsgerecht zal worden vastgelegd in een uitvoerend samenwerkingsakkoord. De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht zullen tussen de partijen van dit samenwerkingsakkoord worden verdeeld.

Art. 8. Les litiges entre les parties au présent accord concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Le mode de désignation des membres du tribunal de coopération sera déterminé dans un accord de coopération d'exécution. Les frais de fonctionnement du tribunal de coopération seront répartis entre les parties au présent accord de coopération.

Art. 8 - Rechtsstreite zwischen den Parteien des vorliegenden Abkommens in Bezug auf die Auslegung oder die Ausführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden einem Zusammenarbeitsgericht im Sinne von Artikel 92bis § 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorgelegt. In einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen wird festgelegt, wie die Mitglieder des Zusammenarbeitsgerichts bestimmt werden. Die Funktionskosten dieses Zusammenarbeitsgerichts werden unter die Parteien des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens aufgeteilt.

Art. 9. §1. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid houdt toezicht op de uitvoering en naleving van dit samenwerkingsakkoord en legt, indien nodig, voorstellen tot aanpassing voor. Eveneens oefent de Interministeriële conferentie Volksgezondheid een bemiddelingsfunctie uit in het kader van dit samenwerkingsakkoord alvorens geschillen worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht zoals bepaald in artikel 8.

Art. 9. §1^{er}. La Conférence interministérielle Santé publique surveille la mise en œuvre et le respect du présent accord de coopération et, le cas échéant, soumet des propositions d'adaptation. La Conférence interministérielle Santé publique exerce également une fonction de médiation dans le cadre du présent accord de coopération avant que les litiges ne soient soumis à un tribunal de coopération, comme le stipule l'article 8.

Art. 9 - § 1 - Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheits überwacht die Umsetzung und die Einhaltung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und legt gegebenenfalls Anpassungsvorschläge vor. Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheits nimmt im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ebenfalls eine Vermittlerrolle wahr, bevor Streitfälle einem Zusammenarbeitsgericht wie in Artikel 8 bestimmt vorgelegt werden.

§2. De Interministeriële conferentie Volksgezondheid komt bijeen zodra een partij bij de samenwerkingsovereenkomst daarom verzoekt.

§2. La Conférence interministérielle Santé publique se réunit dès qu'une partie à l'accord de coopération en fait la demande.

§ 2 - Die Interministerielle Konferenz Volksgesundheits tritt zusammen, sobald eine Partei des Zusammenarbeitsabkommens dies beantragt.

Art. 10. De bevoegde gefedereerde entiteiten kunnen in onderling overleg de registratie van de vaccinaties bedoeld in artikel 2, §2, in een andere gemeenschappelijke gegevensbank verplicht maken. In dergelijk geval worden de bestaande gegevens uit Vaccinnet gemigreerd naar die andere gegevensbank, in voorkomend geval beheerd door een andere entiteit, onder het voorbehoud dat die andere gegevensbank in overeenstemming met de artikelen van dit akkoord is.

Art. 10. Les entités fédérées compétentes peuvent, de commun accord, rendre obligatoire l'enregistrement des vaccinations visées à l'article 2, §2, au sein d'une autre base de données commune. Dans un tel cas de figure, les données existantes dans Vaccinnet sont migrées dans cette autre base de données, le cas échéant administrée par une autre entité, sous réserve qu'elle soit conforme aux articles du présent accord.

Art. 10 - Die zuständigen föderierten Teilgebiete können im gegenseitigen Einvernehmen die Registrierung der in Artikel 2 § 2 erwähnten Impfungen in einer anderen gemeinsamen Datenbank verbindlich vorschreiben. In einem solchen Fall werden die in Vaccinnet vorhandenen Daten in diese andere Datenbank migriert, die gegebenenfalls von einer anderen Einrichtung verwaltet wird, sofern sie mit den Artikeln des vorliegenden Abkommens übereinstimmt.

Art. 11. Artikel 11 van de wet van 22 december 2020 houdende diverse maatregelen

Art. 11. L'article 11 de la loi du 22 décembre 2020 portant diverses mesures relatives aux

Art. 11 - Artikel 11 des Gesetzes vom 22. Dezember 2020 über

met betrekking tot snelle antigeentesten en de registratie en verwerking van gegevens betreffende vaccinaties in het kader van de strijd tegen de COVID-19-pandemie wordt opgeheven.

tests antigéniques rapides et concernant l'enregistrement et le traitement de données relatives aux vaccinations dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19 est abrogé.

verschiedene Maßnahmen in Bezug auf Antigen-Schnelltests und über die Registrierung und Verarbeitung von Daten in Bezug auf Impfungen im Rahmen der Bekämpfung der COVID-19-Pandemie wird aufgehoben.

Art. 12. Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking met ingang van 24 december 2020 tot de herziening door middel van een nieuw samenwerkingsakkoord of de herroeping ervan op de dag waarop het secretariaat van de IMC het schriftelijk akkoord heeft ontvangen van alle partijen om een einde te stellen aan het samenwerkingsakkoord via een procedure met bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Art. 12. Le présent accord de coopération produit ses effets à dater du 24 décembre 2020 jusqu'à sa révision au moyen d'un nouvel accord de coopération ou sa révocation qui intervient le jour où le secrétariat de la CIM a reçu l'accord écrit de toutes les parties pour mettre fin à l'accord de coopération au moyen d'une procédure publiée au Moniteur belge.

Art. 12 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen ist wirksam ab dem 24. Dezember 2020, bis es durch ein neues Zusammenarbeitsabkommen abgeändert wird oder bis es an dem Tag widerrufen wird, an dem das Sekretariat der Interministeriellen Konferenz die schriftliche Zustimmung aller Parteien zur Beendigung des Zusammenarbeitsabkommens durch ein im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichtes Verfahren erhalten hat.

Gedaan te Brussel, op 05
februari 2021

Fait à Bruxelles, le 05
février 2021

Brüssel, den 05 Februar 2021

in één origineel exemplaar.

en un exemplaire original.

in einer Originalausfertigung.

De Eerste Minister,

Le Premier Ministre,

Der Premierminister

Alexander
De Croo
(Signature)

Digitally signed
by Alexander
De Croo
(Signature)
Date:
2021.02.11
09:44:08
+01'00'

A. DE CROO

De Vice-eerste Minister en
Minister van Sociale Zaken
en Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires
sociales et de la Santé
publique,

Der Vizepremierminister und
Minister der Sozialen
Angelegenheiten und der
Volks Gesundheit

Frank
Vandenbroucke
(Signature)

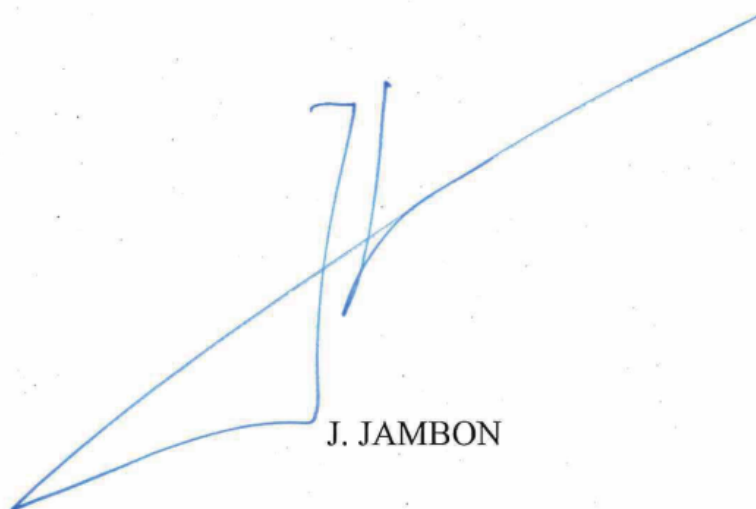
Digitaal
ondertekend door
Frank
Vandenbroucke
(Signature)
Datum: 2021.02.10
16:13:08 +01'00'

F. VANDENBROUCKE

De Minister-President van
de Vlaamse Regering en
Vlaams Minister van
Buitenlandse Zaken,
Cultuur, ICT en Facilitair
Management van de
Vlaamse Regering,

Le Ministre-Président du
Gouvernement flamand et
Ministre flamand de la
Politique extérieure, de la
Culture, la TI et les Services
généraux,

Der Ministerpräsident der
Flämischen Regierung und
Flämischer Minister der
Außenpolitik, der Kultur,
der IKT und der
Allgemeinen Dienste der
Flämischen Regierung



J. JAMBON

De Vlaams Minister van
Welzijn, Volksgezondheid,
Gezin en
Armoedebestrijding van de
Vlaamse Regering,

Le Ministre flamand du
Bien-Être, de la Santé
publique, de la Famille et de
la Lutte contre la Pauvreté,

Der Flämische Minister des
Wohlbefindens, der
Volksgesundheit, der
Familie und der
Armutsbekämpfung

Wouter
Beke
(Signatu
re)

Digitaal
ondertekend
door Wouter
Beke (Signature)
Datum:
2021.02.11
12:37:03 +01'00'

W. BEKE

De Minister-President van
de Franse Gemeenschap,

Le Ministre-Président du
Communauté française,

Der Ministerpräsident der
Französischen
Gemeinschaft

Pierre-
Yves
Jeholet
(Signature
)

Signature
numérique de
Pierre-Yves
Jeholet
(Signature)
Date :
2021.02.10
13:36:56 +01'00'

P.Y. JEHOLET

De Vice-President en
Minister van Kind,
Gezondheid, Cultuur, Media
en Vrouwenrechten,

La Vice-Présidente et
Ministre de l'Enfance, de la
Santé, de la Culture, des
Médias et des Droits des
Femmes,

Die Vizepräsidentin und
Ministerin für
Kinderwohlfahrt,
Gesundheit, Kultur,
Medien und Frauenrechte,

Bénédict
e Linard
(Signatur
e)

Signature
numérique de
Bénédicte Linard
(Signature)
Date : 2021.02.10
13:14:50 +01'00'

B. LINARD

Minister voor Hoger
Onderwijs, Onderwijs voor
Sociale Promotie,
Wetenschappelijk
Onderzoek, Universitaire
Ziekenhuizen, Jeugdzorg,
Justitiehuisen, Jeugd, Sport
en de Promotie van Brussel,

La ministre de
l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de la
promotion sociale, de la
Recherche scientifique, des
Hôpitaux universitaires, de
l'Aide à la jeunesse, des
Maisons de justice, de la
Jeunesse, des Sports et de la
Promotion de Bruxelles

Die Ministerin für
Hochschulwesen,
Weiterbildungsunterricht,
wissenschaftliche
Forschung,
Universitätskrankenhäuser,
Jugendhilfe, Justizhäuser,
Jugend, Sport und die
Promotion von Brüssel

Valérie
Glatigny
(Signature)

Signature
numérique de
Valérie Glatigny
(Signature)

Date : 2021.02.12
13:59:34 +01'00'

V. GLATIGNY

De Minister-President van
de Waalse Regering,

Le Ministre-Président du
Gouvernement wallon,

Der Ministerpräsident der
Wallonischen Regierung



E. DI RUPO

De Vice-Minister-President
en Minister van Werk,
Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke
Kansen en Vrouwenrechten
van de Waalse Regering,

La Vice-Présidente et
Ministre de l'Emploi, de la
Formation, de la Santé, de
l'Action sociale, de l'Egalité
des chances et des Droits
des femmes du
Gouvernement wallon,

Die Vizepräsidentin und
Ministerin für
Beschäftigung, Ausbildung,
Gesundheit, Soziale
Maßnahmen,
Chancengleichheit und
Frauenrechte der
Wallonischen Regierung

Christie
Morreale
(Signature
)

Signature
numérique de
Christie Morreale
(Signature)
Date : 2021.02.11
10:40:55 +01'00'

C. MORREALE

De Minister-President en
Minister van Lokale
Besturen en Financiën van
de Duitstalige
Gemeenschap,

Le Ministre-Président et
Ministre des Pouvoirs
locaux et des Finances de la
Communauté
germanophone,

Der Ministerpräsident und
Minister für lokale
Behörden und Finanzen der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft

Oliver
Paasch
Ministerp
äsident

Digital
unterschrieben
von Oliver Paasch
Ministerpräsident
Datum:
2021.02.10
08:47:15 +01'00'

O. PAASCH

De Vice-Minister-President
en Minister van Gezondheid
en Sociale
Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en
Huisvesting van de
Regering van de Duitstalige
Gemeenschap,

Le Vice-Ministre-Président
et Ministre de la Santé et
des Affaires sociales, de
l'Aménagement du territoire
et du Logement de la
Communauté
germanophone,

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und
Soziales, Raumordnung und
Wohnungswesen der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft

Antonios
Antoniadis

Digital unterschrieben
von Antonios
Antoniadis
Datum: 2021.02.10
08:33:42 +01'00'

A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het
Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune,

Der Präsident des
Vereinigten Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission

Rudi
Vervoort
(Signature
)

Digitally signed
by Rudi Vervoort
(Signature)
Date:
2021.02.10
15:00:22 +01'00'

R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en
Welzijn

Le membre du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune,
ayant la Santé et l'Action
sociale dans ses attributions

Das Mitglied des
Vereinigten Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für die
Gesundheit und die Soziale
Aktion

**Alain
Maron
(Authentic
cation)**

Signature
numérique de
Alain Maron
(Authentication)
Date :
2021.02.10
13:01:10 +01'00'

A. MARON

Het lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en
Welzijn

Le membre du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune,
ayant la Santé et l'Action
sociale dans ses attributions

Das Mitglied des
Vereinigten Kollegiums der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
zuständig für die
Gesundheit und die Soziale
Aktion

 Digitally signed
by Elke Van
den Brandt
Date:
2021.02.10
10:24:09[®]
+01'00'

E. VAN DEN BRANDT

De Minister-President belast
met de promotie van de
gezondheid

La Ministre-Présidente
chargée de la promotion de
la santé

Die Ministerpräsidentin,
beauftragt mit der
Gesundheitsförderung

Barbara
Trachte
(Signatur
e)

Digitally signed
by Barbara
Trachte
(Signature)
Date:
2021.02.10
09:27:02 +01'00'

B. TRACHTE

De Minister, lid van het
College belast met
Maatschappelijk welzijn en
Gezondheid

Le Ministre, membre du
Collège chargé de l'action
sociale et de la santé

Der Minister, Mitglied des
Kollegiums, beauftragt mit
Sozialen Maßnahmen und
Gesundheit

Alain
Maron
(Authenti
cation)

Signature
numérique de
Alain Maron
(Authentication)
Date :
2021.02.10
12:06:56 +01'00'

A. MARON